Spedizione in abbonamento postale

Anno 99° — Numero 78

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 31 marzo 1958 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 550-139 551-236 551 554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA-TEL. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA. Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L. 3010 - Un fascicolo L. 50
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5520
Trimestrale L 3010 - Un fascicolo L. 50
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato — Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Tritone n. 61/A-61/B; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46/r e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Napoli e Firenze, possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 78 DEL 31 MARZO 1958:

Bollettino delle obbligazioni, delle cartelle e degli altri titoli estratti per il rimborso e per il conferimento di premi n. 17: **Ministero del tesoro - Cassa depositi e prestiti - Sezione autonoma di credito comunale e provinciale:** 54ª Estrazione di cartelle speciali 3,75 %, eseguita nel febbraio 1958.

(1375)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Annullamento di perdita di ricompensa al valor militare

Decreto Presidenziale 20 dicembre 1957
registrato alla Corte dei conti, addì 7 febbraio 1958
registro n. 6 Esercito, foglio n. 45

MEDAGLIA D'ARGENTO

GALASSO Eduardo fu Francesco, da Benevento, classe 1888, distretto Benevento, ex maggiore fanteria — Il decreto Presidenziale 20 dicembre 1954, nella parte riguardante la perdita della medaglia d'argento al valor militare disposta nei riguardi del Galasso, deve intendersi annullato e considerato come non avvenuto in quanto il Galasso stesso alla data di tale decreto era pienamente capace di conservare la citata decorazione al valor militare perchè già riabilitato militarmente con sentenza del Tribunale supremo militare in data 13 dicembre 1954.

(1215)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 febbraio 1958, n. 214.

Ratifica ed esecuzione del Secondo Protocollo addizionale all'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa, firmato a Parigi il 15 dicembre 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Secondo Protocollo addizionale all'Accordo generale sui privilegi e le immunità del Consiglio d'Europa, firmato a Parigi il 15 dicembre 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'art. 6 del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — GONELLA — TAMBRONI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Deuxième Protocole additionnel à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe

Dispositions relatives aux Membres de la Commission européenne des droits de l'homme

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant qu'aux termes de l'article 59 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, les membres de la Commission Européenne des Droits de l'Homme (ci dessous denommée « la Commission ») jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article 40 du Statut du Conseil de l'Europe et dans les Accords conclus en vertu de cet article;

Considérant qu'il importe de définir et preciser les dits privilèges et immunités au moyen d'un Protocole additionnel à l'Accord Général sur les Privilèges et Immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris le 2 septembre 1949,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Les membres de la Commission jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de leurs réunions, des privilèges et immunités suivants:

a) immunités d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et, en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits, immunités de toute juridiction;

b) inviolabilité de tous papiers et documents;

c) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 2

1. Aucune restriction d'ordre administratif ou autre ne peut être apportée au libre déplacement des membres de la Commission se rendant au lieu de réunion de la Commission ou en revenant.

2. Les membres de la Commission se voient accorder, en matière de douane et de contrôle des changes:

a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire;

b) par les gouvernements des autres Membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 3

En vue d'assurer aux membres de la Commission une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée même après que le mandat de ces personnes aura pris fin.

Article 4

Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de la Commission, non pour leur bénéfice personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions La Commission a seule qualité pour prononcer la levée des immunités; elle a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité d'un de ses membres dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle est accordée.

Article 5

Le présent Procotole est ouvert à la signature des Membres du Conseil qui peuvent y devenir Parties par:

a) la signature sans réserve de ratification;

b) la signature sous réserve de ratification.

Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 6

1. Le présent Protocole entrera en vigueur dès que trois Membres du Conseil de l'Europe, conformément aux dispositions de l'article 5, l'auront signé sans réserve de ratification ou l'auront ratifié.

2. Pour tout Membre qui ultérieurement le signera sans réserve de ratification ou le ratifiera, le présent Protocole entrera en vigueur dès la signature ou le dépôt de l'instrument de ratification.

Article 7

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et les noms des Membres ayant signé sans réserve de ratification ou ratifié.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 15 décembre 1956, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
Sous réserve de ratification.
P.-H. SPAAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
ERNST CHRISTIANSEN

Pour le Gouvernement de la République française:
Sous réserve de ratification.
M. FAURE

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:
Sous réserve de ratification.
HALLSTEIN

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
Sous réserve de ratification.
AVEROFF TOSSIZZA

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
GUDM. J. GUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement de l'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:
Sous réserve de ratification.
G. MARTINO

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
Sous réserve de ratification.
BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
HAAKON NORD

Pour le Gouvernement de la Sarre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:
R. KUMLIN

Pour le Gouvernement de la République turque:
Sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
Sous réserve de ratification.
W. D. ORMSBY GORE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 26 febbraio 1958, n. 215.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Svizzera per l'utilizzazione della forza idraulica dello Spöl, con Protocollo addizionale, conclusa in Berna il 27 maggio 1957.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Svizzera per l'utilizzazione della forza idraulica dello Spol, con Protocollo addizionale, conclusa in Berna il 27 maggio 1957.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione ed al Protocollo indicati nell'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità dell'art. 20 della Convenzione.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 26 febbraio 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — TOGNI — ANDREOTTI — TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA

Convenzione tra la Repubblica Italiana e la Confederazione Svizzera per l'utilizzazione della forza idraulica dello Spöl

LA REPUBBLICA ITALIANA

E

LA CONFEDERAZIONE SVIZZERA

ritenendo che l'utilizzazione delle acque dello Spol presenta un considerevole interesse per lo sviluppo delle risorse elettriche dei due Paesi e per il soddisfacimento delle necessità delle rispettive economie,

considerando che la derivazione di parte di dette acque sul versante italiano dell'Adda, secondo la proposta italiana da un lato, e la creazione del bacino di accumulazione a Livigno, secondo la proposta svizzera dall'altro lato, costituiscono due modi di utilizzazione delle risorse idrauliche di tronchi di corsi d'acqua situati, nella loro sezione a monte, sul territorio italiano e, nella loro sezione a valle, sul territorio svizzero,

hanno riconosciuto che ciascuno dei due Stati aveva diritto ad una parte dell'energia idraulica in proporzione al salto e alla portata naturale di propria pertinenza di tali sezioni e che le rispettive utilizzazioni, realizzabili mediante due sistemi distinti, dovevano essere oggetto di decisioni concordate, tenuto conto degli interessi esistenti e delle differenti legislazioni dei due Stati.

Esse hanno quindi convenuto che era opportuno per i due Stati concedere di comune accordo, ai richiedenti italiani e svizzeri, il diritto di realizzare le opere occorrenti per l'utilizzazione dell'energia idraulica, fissare le quantità di potenza idraulica a cui ciascuno dei due Stati ha diritto nei due sistemi di utilizzazione e procedere in seguito, su questa base, ad uno scambio di quantità corrispondenti di potenza e di energia elettrica in modo che ciascuno dei concessionari possa disporne, per quanto possibile, nelle stesse condizioni che se l'energia idraulica utilizzata fosse di sovranità di un solo ed unico Stato.

A questo scopo esse hanno deciso di stipulare una convenzione internazionale ed hanno nominato i loro plenipotenziari, e precisamente:

IL PRESIDENTE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

Sua Eccellenza Maurilio COPPINI, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario d'Italia in Svizzera,

IL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

il Signor Max PETITPIERRE, Consigliere federale, Capo del Dipartimento politico federale,

i quali, dopo di essersi scambiati i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

I. DERIVAZIONE SUL VERSANTE DELL'ADDA

Articolo 1

Il Governo svizzero dà il suo consenso a che il Governo italiano assenta la concessione di derivare dal loro corso naturale una parte delle acque dello Spol che scorrono successivamente dal territorio italiano in quello svizzero, e di utilizzare la corrispondente forza idraulica sul versante italiano dell'Adda, in conformità delle clausole della presente Convenzione e mediante la concessione complementare del Governo svizzero, per la parte di forza idraulica ricavabile sul territorio svizzero.

Articolo 2

La concessione complementare svizzera sarà accordata e, se del caso, trasferita al beneficiario designato dal Governo italiano.

Articolo 3

Il concessionario costruirà, nel bacino superiore dello Spol, un canale derivatore situato al di sopra della quota 1.960 (I. G. M. s. m. m.) che consentirà di raccogliere gli apporti naturali di una superficie massima di 105 kmq. e di convogliarli per gravità nei serbatoi di S. Giacomo e di Cancano, in Val di Fraele, in Alta Valtellina. La quantità di acqua così derivata non dovrà oltrepassare sensibilmente in media i 97 milioni di mc. all'anno.

Le acque così derivate dal loro corso naturale saranno utilizzate nell'impianto di Premadio sull'Adda, presso Bormio.

Resta inteso che la Confederazione svizzera non si assume alcun obbligo, verso la Repubblica italiana, di compensare le perdite d'acque e di energia elettrica che potrebbero prodursi in caso di cattivo funzionamento delle opere di presa e di derivazione o per qualsiasi altra causa.

Articolo 4

Tenuto conto della derivazione di 97 milioni di mc. di acqua verso l'Adda e del salto disponibile in Svizzera a valle della località « Ponte del Gallo » resta convenuto che la potenza idraulica media spettante alla Svizzera è di 26.850 cavalli teorici.

In corrispondenza la Svizzera avrà diritto ad una quantità di energia elettrica producibile nell'impianto di Premadio e ad una parte della potenza disponibile nell'impianto stesso. L'energia e la potenza spettanti alla Svizzera sono fissate rispettivamente a 128 milioni di kWh all'anno e a 61.000 kW. La Confederazione svizzera potrà disporne in quelle forme ed in quelle condizioni che riterrà utili.

L'energia e la potenza elettriche spettanti alla Svizzera ed ivi trasportate saranno esentate dalla Repubblica italiana da qualsiasi tassa, canone o limitazione di diritto pubblico in modo che questa energia possa essere liberamente trasportata in Svizzera e sia, sotto ogni riguardo, nella stessa situazione in cui sarebbe se fosse stata prodotta su territorio svizzero. La costruzione, l'esercizio e la manutenzione delle installazioni elettriche che servono al trasporto di questa energia in Svizzera restano tuttavia sottoposte, in Italia, alla legislazione italiana in materia.

L'energia e la potenza elettriche spettanti alla Svizzera non potranno essere utilizzate fuori del suo territorio se non conformemente alle norme giuridiche svizzere sull'esportazione dell'energia elettrica. Resta inteso che il Governo svizzero non porrà ostacoli all'impiego in Italia della parte di tale energia corrispondente alla quantità spettante all'Italia, in conformità dell'articolo 10 della presente Convenzione, e ciò semprechè il Governo italiano conceda in cambio l'autorizzazione ad utilizzare in Svizzera detta quantità.

II. INVASO DI LIVIGNO

Articolo 5

Il diritto di utilizzare la forza idraulica dello Spol, mediante la creazione di un serbatoio nelle valli di Livigno e de l'Ova dal Gall, sarà concesso, per il territorio di ciascuno dei due Stati contraenti, dalle rispettive autorità competenti.

Articolo 6

La concessione italiana sarà accordata al beneficiario designato dal Governo svizzero. Essa si estenderà alla parte italiana delle sezioni di corso d'acqua il cui salto e la cui portata saranno valorizzati nell'impianto detto di Livigno.

In caso di cambiamento del beneficiario della concessione svizzera il Governo italiano trasferirà la concessione italiana al nuovo beneficiario designato dal Governo svizzero.

Articolo 7

Il concessionario dei due Stati contraenti costruirà, presso la confluenza dello Spol e de l'Ova dal Gall, al di fuori del Parco nazionale svizzero, uno sbarramento capace di creare un invaso alla quota massima 1.808 (I. G. M. s. m. m.) la cui capacità utile sarà di circa 180 milioni di mc.

Il serbatoio sarà alimentato dalle acque naturalmente afferenti e che non saranno state derivate, in conformità

al Capitolo I della presente Convenzione, e da quelle che vi saranno immesse per mezzo di un impianto di pompaggio.

Articolo 8

Lo sbarramento sarà costruito in modo da garantire il massimo di sicurezza per la Svizzera, in conformità della legislazione svizzera in vigore. Esso sarà disposto in modo da consentire alle acque uno sbocco libero sufficiente perchè le piene possano defluire in qualsiasi momento senza che il livello del lago si elevi oltre la quota stabilita nel precedente articolo.

L'ubicazione della centrale idroelettrica sarà determinata nell'atto di concessione svizzera o anche al momento dell'approvazione del progetto esecutivo.

Articolo 9

Spetterà al concessionario designato dal Governo svizzero acquistare in territorio italiano, secondo la legislazione italiana, i beni immobili e i diritti di terzi necessari alla costruzione e all'esercizio del serbatoio di Livigno. Il Governo italiano a questo scopo ammetterà il concessionario a beneficiare del diritto di esproprio.

Resta inteso che il concessionario sarà tenuto a ricostruire il fabbricato della dogana italiana di Ponte del Gallo e a ripristinare le vie di comunicazione interrotte sia dallo sbarramento che dall'invaso.

Il Governo svizzero si riserva di imporre al concessionario gli obblighi necessari per proteggere il Parco nazionale svizzero.

Articolo 10

Tenuto conto della portata e del salto utilizzabili sui rispettivi territori dei due Stati, resta convenuto che la potenza idraulica media valorizzata nell'impianto a serbatoio di Livigno e di spettanza dell'Italia è di 8.750 cavalli teorici.

In corrispondenza l'Italia avrà diritto ad una quantità di energia elettrica producibile nell'impianto di Livigno e ad una parte della potenza disponibile in detto impianto. L'energia e la potenza spettanti all'Italia sono fissate rispettivamente a 36,5 milioni di kWh all'anno e a 18.250 kW. La Repubblica italiana potrà disporne in quelle forme ed in quelle condizioni che riterrà utili.

L'energia e la potenza elettriche spettanti all'Italia ed ivi trasportate saranno esentate dalla Confederazione svizzera da qualsiasi tassa, canone o limitazione di diritto pubblico in modo che questa energia possa essere liberamente trasportata in Italia e sia, sotto ogni riguardo, nella stessa situazione in cui sarebbe se fosse stata prodotta su territorio italiano. La costruzione, l'esercizio e la manutenzione delle installazioni elettriche che servono al trasporto di questa energia in Italia restano tuttavia sottoposte, in Svizzera, alla legislazione svizzera in materia.

L'energia e la potenza elettriche spettanti all'Italia non potranno essere utilizzate fuori del suo territorio se non conformemente alle norme giuridiche italiane sull'esportazione dell'energia elettrica. Resta inteso che il Governo italiano non porrà ostacoli all'impiego in Svizzera di questa energia in cambio dell'autorizzazione del Governo svizzero di utilizzare in Italia una quantità corrispondente dell'energia di spettanza della Svizzera, in conformità dell'art. 4 della presente Convenzione.

III. Disposizioni comuni

Articolo 11

Sia il progetto di massima che quello esecutivo delle opere saranno predisposti a cura dei concessionari.

Essi saranno sottoposti, con tutte le necessarie relazioni giustificative, ai Governi dei due Stati contraenti e non potranno essere eseguiti se non dopo che le autorità competenti dei due Stati si saranno dichiarate d'accordo per la loro approvazione.

Tutte le opere saranno esercite e mantenute dai concessionari.

Articolo 12

I Governi dei due Stati contraenti si comunicheranno le loro decisioni in merito agli atti di concessione; questi non avranno efficacia se non dopo che i due Governi si saranno dichiarati d'accordo sulle condizioni imposte. Queste ultime dovranno concordare su tutti i punti in cui sarà necessario. Esse potranno derogare alle norme della legislazione nazionale la cui applicazione fosse di ostacolo alla concordanza degli atti di concessione.

Le concessioni scadranno il 31 dicembre dell'ottantesimo anno a partire dalla data fissata negli atti di concessione per la messa in servizio delle opere. I beneficiari delle concessioni avranno, per tutta la durata di esse, un foro in ciascuno dei due Stati contraenti.

La limitazione ulteriore o la revoca di una delle concessioni non potrà essere decisa che a seguito di accordo fra i due Governi.

Articolo 13

I due Stati contraenti s'impegnano a facilitare, del loro meglio, nel quadro delle rispettive legislazioni, la costruzione e l'esercizio delle opere progettate e ad adottare le disposizioni necessarie a tale scopo, specialmente per quanto riguarda la materia doganale, l'importazione ed esportazione dei materiali da costruzione, il finanziamento ed il servizio dei pagamenti.

Le disposizioni della presente Convenzione non si applicano alle imposte dirette statali e degli enti locali.

In caso di doppia imposizione le autorità italiane e svizzere si consulteranno al fine di stipulare un accordo per evitare la doppia imposizione.

Articolo 14

In caso di mancata ultimazione delle opere, d'interruzione dell'esercizio o di qualsiasi altra causa di decadenza prevista negli atti di concessione, i Governi dei due Stati contraenti prenderanno, di comune accordo, i provvedimenti che riterranno più appropriati alla situazione ed, eventualmente, accorderanno nuove concessioni.

Articolo 15

Dieci anni prima della scadenza delle concessioni, saranno iniziate conversazioni tra i due Governi allo scopo di accordarsi sui seguenti punti:

a) se le concessioni devono essere rinnovate e a quali condizioni;

b) se, e a quali condizioni, i due Stati devono ciascuno far uso del loro diritto di riversione;

c) se l'esercizio delle opere deve cessare.

Nei casi di cui ai punti *a*) e *b*) del primo capoverso di questo articolo, i quantitativi di forza idraulica spettanti alla Svizzera e all'Italia saranno mantenuti

nei valori indicati negli articoli 4 e 10 della presente Convenzione e le condizioni del nuovo regime saranno stabilite in modo da assicurare ai due Stati vantaggi in egual misura.

Il diritto di riversione si applica, per ciascuno Stato, alle installazioni situate sul proprio territorio.

Articolo 16

Durante il periodo di costruzione i due Governi si riservano di costituire una Commissione di sorveglianza composta di quattro membri, di cui due saranno designati dal Governo svizzero e due dal Governo italiano. Detta Commissione controllerà l'esecuzione dei lavori e presenterà le proprie osservazioni sotto forma di rapporto alle competenti autorità svizzere e italiane.

Articolo 17

Durante il periodo di esercizio, il controllo sarà esercitato nelle condizioni previste dagli atti di concessione. Ogni Governo concederà ogni facilitazione affinchè i funzionari dell'altro Stato, incaricati di tale controllo, nonchè il personale del concessionario possano svolgere il loro compito. I nomi dei funzionari saranno comunicati reciprocamente.

Articolo 18

Se tra i due Governi dovesse nascere qualche vertenza circa l'applicazione o l'interpretazione della presente Convenzione o per quanto concerne una delle concessioni contemplate dalla Convenzione stessa, essa verrà sottoposta, nel caso non sia stata risolta in un tempo ragionevole per via diplomatica o per altre vie amichevoli, ad un tribunale arbitrale la cui sentenza sarà obbligatoria.

Detto tribunale arbitrale sarà composto di due membri e di un super arbitro. Ciascuno dei due Governi nominerà un membro. Il superarbitro, che non dovrà avere la nazionalità di nessuno dei due Paesi, sarà designato di comune accordo tra i due Governi.

Se la comune designazione del superarbitro non avrà avuto luogo entro il termine di sei mesi dalla data in cui uno dei due Governi avrà proposto il regolamento arbitrale della vertenza, si procederà a tale designazione applicando per analogia l'articolo 45, 4° comma e seguenti, della Convenzione dell'Aja del 18 ottobre 1907 per il regolamento pacifico dei conflitti internazionali.

Ogni controversia che potesse sorgere tra i due Governi circa l'interpretazione e l'esecuzione della sentenza arbitrale sarà sottoposta al giudizio del tribunale che ha emesso la sentenza.

Resta inteso che il presente articolo sarà applicabile ad ogni vertenza che, secondo l'avviso di uno dei due Governi, riguardi sia l'applicazione o l'interpretazione della Convenzione o di una delle concessioni contemplate dalla Convenzione stessa, che l'interpretazione o l'esecuzione della sentenza arbitrale.

Articolo 19

La presente Convenzione resterà valida anche in tempo di guerra.

Articolo 20

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma. Essa entrerà in vigore il giorno dello scambio degli strumenti di ratifica.

In fede di che i rispettivi plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Berna, il 27 maggio 1957, in due esemplari originali, in lingua italiana ed in lingua francese, i due testi facendo ugualmente fede.

Per la Confederazione Svizzera
MAX PETITPIERRE

Per la Repubblica Italiana
MAURILIO COPPINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

Protocollo addizionale alla Convenzione tra la Repubblica Italiana e la Confederazione Svizzera per l'utilizzazione della forza idraulica dello Spöl.

Per assicurare la buona applicazione delle disposizioni contenute negli articoli 4 e 10 della Convenzione, conchiusa in data odierna, tra la Repubblica italiana e la Confederazione svizzera per l'utilizzazione della forza idraulica dello Spöl, le Alte Parti contraenti hanno dichiarato quanto segue:

I

Il Governo italiano accorda al titolare della concessione dell'impianto a serbatoio di Livigno l'autorizzazione ad utilizzare in Svizzera, per tutta la durata della concessione, l'energia elettrica e la potenza spettanti all'Italia, in conformità dell'articolo 10, 2° comma, di detta Convenzione.

In cambio, il Governo svizzero accorda al titolare della concessione della derivazione verso l'Adda (impianto di Premadio), l'autorizzazione ad utilizzare in Italia, per tutta la durata della concessione, una parte corrispondente dell'energia elettrica e della potenza spettanti alla Svizzera, in conformità dell'articolo 4, 2° comma, di detta Convenzione.

Nel quadro di questo scambio i due Stati rinunciano ad esigere qualsiasi tassa o diritto d'importazione o di esportazione.

II

Tenuto conto dello scambio previsto al paragrafo I, e con riserva di rettifica sulla base delle opere eseguite, resta, nell'impianto di Premadio, un saldo a favore della Svizzera di 91,5 milioni di kWh all'anno e di 45.750 kW. Il concessionario di detto impianto sarà obbligato a mettere questa quantità di energia e questa potenza a disposizione del concessionario dell'impianto di Livigno contro pagamento del prezzo di costo del kWh prodotto nella centrale di Premadio.

Nel caso in cui nel termine di un anno dall'entrata in vigore della concessione svizzera della derivazione sul versante dell'Adda il concessionario dell'impianto di Livigno non abbia fatto uso del diritto di ritirare tutta o parte di questa energia, il Governo svizzero accorderà al concessionario dell'impianto di Premadio, su sua domanda, l'autorizzazione ad utilizzare in Italia il saldo sopra indicato.

L'autorizzazione suddetta non sarà sottoposta, da parte della Confederazione svizzera, al pagamento di una somma superiore a quella percepita in caso di esportazione di energia elettrica.

Una prima autorizzazione sarà accordata, eventualmente, per la durata di venti anni.

III

Le disposizioni del presente protocollo addizionale non riguardano le imposte dirette.

IV

Le disposizioni della Convenzione e del presente Protocollo addizionale non potranno essere interpretate nel senso:

— che il Governo svizzero abbia diritto di prelevare imposte, tasse e contributi di natura fiscale sull'energia elettrica e sulla potenza spettanti alla Svizzera, prodotte ed utilizzate in Italia, ad eccezione delle prestazioni che saranno fissate nell'atto di concessione;

— che il Governo italiano abbia il diritto di prelevare imposte, tasse e contributi di natura fiscale sulla energia elettrica e sulla potenza spettanti all'Italia, prodotte ed utilizzate in Svizzera, ad eccezione delle prestazioni che saranno fissate nell'atto di concessione.

Fatto a Berna, il 27 maggio 1957, in due esemplari originali, in lingua italiana ed in lingua francese, i due testi facendo ugualmente fede.

Per la Confederazione Svizzera
MAX PETITPIERRE

Per la Repubblica Italiana
MAURILIO COPPINI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

LEGGE 13 marzo 1958, n. 216.

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo tra l'Italia e l'Austria sullo scambio di «stagiaires» concluso a Roma il 12 luglio 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo tra l'Italia e l'Austria sullo scambio di *stagiaires*, concluso in Roma il 12 luglio 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità al disposto dell'art. 12 dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 marzo 1958

GRONCHI

ZOLI — PELLA — GUI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Accordo sullo scambio di «stagiaires» fra la Repubblica Italiana e la Repubblica Austriaca

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA e il GOVERNO DELLA REPUBBLICA AUSTRIACA,

nell'intento di approfondire la collaborazione in campo sociale e

partendo dalla considerazione dei vantaggi derivanti dal promuovere lo scambio di «stagiaires» fra i rispettivi Paesi ai fini del perfezionamento linguistico e professionale,

hanno convenuto quanto segue:

Art. 1

1) Il presente Accordo si applica agli «stagiaires».

2) Ai sensi del comma 1) sono considerati «stagiaires» quei cittadini degli Stati contraenti che si recano nel territorio dell'altro Stato contraente, al fine di perfezionare le proprie conoscenze linguistiche o professionali, occupandosi presso una ditta.

3) In linea di principio, gli «stagiaires» non dovranno essere di età inferiore ai 18 anni, nè superiore ai 30.

Art. 2

1) Alle condizioni stabilite negli articoli seguenti gli «stagiaires» sono autorizzati a stabilire un rapporto di lavoro, salve restando, tuttavia, le disposizioni di legge o amministrative che disciplinano l'occupazione di stranieri in determinate professioni.

2) L'ammissione degli «stagiaires» prescinde in generale dalla situazione del mercato del lavoro esistente nelle categorie professionali interessate; le supreme autorità amministrative degli Stati contraenti possono tuttavia concordare l'esclusione di professioni e territori determinati dall'applicazione dell'Accordo.

3) Qualora per i lavoratori stranieri sia richiesta un'autorizzazione delle autorità competenti per l'assunzione di un'occupazione, detta autorizzazione non è necessaria nel caso degli «stagiaires».

Art. 3

1) Il numero degli «stagiaires» che può essere ammesso in ciascuno degli Stati contraenti durante l'anno solare non dovrà superare le 100 (cento) unità ed un massimo del 20 (venti) per cento di detto numero potrà appartenere allo stesso gruppo professionale.

2) Nel contingente stabilito al comma 1) sono compresi tutti gli «stagiaires» cui siano stati rilasciati i permessi nel corso dell'anno solare, indipendentemente dalla durata per la quale sono stati rilasciati e dalla data in cui vengono utilizzati. Non si computano sul contingente dell'anno solare in corso, stabilito al comma 1), quegli «stagiaires» che risiedano in uno degli Stati contraenti in virtù di permessi rilasciati già nell'anno precedente.

3) Qualora il contingente stabilito al comma 1) non venga raggiunto nel corso di un anno solare dagli «stagiaires» di uno degli Stati contraenti, questo non è autorizzato a ridurre il numero dei permessi rilasciati agli «stagiaires» dell'altro Stato contraente, nè a riportare il resto del contingente rimasto inutilizzato al successivo anno solare.

4) Il numero di «stagiaires» indicato al comma 1) potrà essere variato su proposta di uno degli Stati contraenti mediante scambio di note fra le autorità

indicate all'art. 8, comma 3). Siffatti accordi riguardanti il successivo anno solare dovranno essere conclusi non oltre il 1° dicembre.

Art. 4

1) In linea di principio la durata del permesso non dovrà superare un anno. In casi eccezionali sono ammissibili delle proroghe sino ad una durata massima di sei mesi.

2) Decorso il periodo di tempo stabilito al comma 1), lo « stagiaire » non dovrà nè mantenere il suo rapporto di lavoro, nè iniziarne un altro nel Paese che lo ospita.

Art. 5

1) Il permesso per lo « stage » può essere rilasciato solo con la riserva che lo « stagiaire » non eserciti alcuna altra attività se non quella per la quale l'autorizzazione gli venne concessa.

2) Gli « stagiaires » non possono assumere alcun lavoro in imprese colpite da sciopero o serrata. Qualora simile conflitto si verifichi mentre perdura il rapporto di lavoro di uno « stagiaire », dovranno essergli concesse tutte le possibili facilitazioni perchè possa trovare un altro posto di lavoro appropriato; ciò vale anche nel caso in cui lo « stagiaire » venisse a trovarsi in contrasto su questioni di lavoro col proprio datore di lavoro.

Art. 6

Gli « stagiaires » potranno essere ammessi solamente se i datori di lavoro che desiderano impiegarli si impegnano ad occuparli alle stesse condizioni di lavoro e salariali che per analoghi rapporti di lavoro concernenti i cittadini del Paese vigono presso le imprese in cui si intende occupare gli « stagiaires ».

Art. 7

Ai rapporti di lavoro degli « stagiaires » si applicano tutte le disposizioni relative alla sicurezza sociale dei prestatori d'opera.

Art. 8

1) Le persone che desiderano beneficiare delle disposizioni del presente Accordo, sono tenute a presentare le loro domande alle competenti autorità dello Stato (comma 3). La domanda dovrà indicare tutti i dati necessari al loro esame e specificare in particolare in quale professione, ed eventualmente presso quale impresa, lo « stagiaire » vuole essere occupato. Alla domanda dovrà essere allegato inoltre un certificato di buona condotta del candidato.

2) Sussistendo i requisiti, l'autorità competente inoltra la domanda all'autorità competente dell'altro Stato, la quale decide in merito alla concessione del permesso. Tale autorità decide altresì in merito ad eventuali proroghe in conformità all'art. 4, comma 1).

3) Le domande di ammissione dei candidati austriaci per un posto di lavoro come « stagiaire » saranno indirizzate al Ministero Federale per l'Amministrazione Sociale in Vienna, quelle dei candidati italiani al Ministero del Lavoro e della Previdenza Sociale.

Art. 9

1) Al fine di conseguire gli scopi stabiliti dal presente Accordo e di agevolare il più possibile le persone che aspirano a trovare un posto di lavoro come « stagiaire », ma che non sono in grado di trovarlo da sè, gli Stati contraenti si impegnano a promuovere e facilitare lo scambio di « stagiaires » con tutte le misure ritenute opportune e con la partecipazione delle organizzazioni interessate.

2) Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno il possibile per garantire l'evasione delle domande nel più breve termine. Esse si adopereranno inoltre per eliminare — con la massima sollecitudine — le difficoltà che possano esistere per l'ingresso, il soggiorno o l'uscita degli « stagiaires »; le disposizioni del presente Accordo non pregiudicano tuttavia l'obbligo degli « stagiaires » di osservare le disposizioni vigenti nel territorio degli Stati contraenti, relative all'ingresso, al soggiorno e all'uscita di cittadini di Stati stranieri.

Art. 10

Le domande e i documenti ufficiali che si rendono necessari nel corso della procedura per il rilascio del permesso, ai sensi del presente Accordo, sono esenti da bollo, diritti e tributi.

Art. 11

Gli Stati contraenti converranno i particolari relativi alle misure necessarie all'attuazione del presente Accordo che richiedano un comune accordo. Essi si informano reciprocamente in merito alle variazioni nelle disposizioni interne che si riferiscono a settori interessanti il presente Accordo e regoleranno le eventuali difficoltà che si verificassero nell'interpretazione o applicazione del presente Accordo mediante trattative dirette.

Art. 12

1) Il presente Accordo entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello in cui sarà avvenuto lo scambio delle ratifiche ed è valevole fino al 31 dicembre dell'anno in cui esso è entrato in vigore.

2) L'Accordo si considera rinnovato tacitamente per un anno solare a meno che uno dei due Stati contraenti non lo denunci per iscritto prima del 1° luglio per fine anno.

3) In caso di denuncia le ammissioni già accordate ai termini del presente Accordo restano valide per il periodo di tempo stabilito.

4) Come contingente per il resto dell'anno in cui l'Accordo è stato firmato, si considera la quota del contingente stabilito al comma 1) dell'art. 3, corrispondente al periodo che va dall'entrata in vigore dell'Accordo fino alla fine dell'anno.

Fatto a Roma, il 12 luglio 1956, in duplice esemplare in lingua italiana e tedesca i due testi essendo egualmente autentici. In fede di che i sottoscritti hanno apposto al presente Accordo le loro firme ed i loro sigilli.

Per la Repubblica Austriaca
MAX LOWENTHAL

Per la Repubblica Italiana
DINO DEL BO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

Abkommen über den Austausch von Gastarbeitnehmern zwischen der Republik Österreich und der Republik Italien

Die REGIERUNG DER REPUBLIK ÖSTERREICH und die REGIERUNG der REPUBLIK ITALIEN,

in dem Bestreben, ihre Zusammenarbeit auf sozialem Gebiet zu vertiefen, und

von der Überlegung ausgehend, dass es vorteilhaft ist, den Austausch von Gastarbeitnehmern zwischen ihren Ländern zum Zwecke der sprachlichen und beruflichen Fortbildung zu fördern,

sind über folgende Bestimmungen übereingekommen:

Artikel 1

(1) Dieses Abkommen findet auf Gastarbeitnehmer Anwendung.

(2) Als Gastarbeitnehmer im Sinne des Absatzes 1 gelten jene Staatsangehörigen der vertragschliessenden Staaten, die sich in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Staates begeben, um dort durch Beschäftigung in einem Betrieb ihre beruflichen oder sprachlichen Kenntnisse zu vervollständigen.

(3) Die Gastarbeitnehmer sollen in der Regel nicht jünger als 18 Jahre und nicht älter als 30 Jahre sein.

Artikel 2

(1) Die Gastarbeitnehmer sind berechtigt, ein Arbeitsverhältnis unter den in den folgenden Artikeln festgelegten Bedingungen einzugehen, jedoch unter Vorbehalt der gesetzlichen oder verwaltungsmässigen Bestimmungen, welche die Beschäftigung der Ausländer in gewissen Berufen regeln.

(2) Die Zulassung der Gastarbeitnehmer erfolgt im allgemeinen ohne Rücksicht auf die Beschäftigungslage in dem betreffenden Berufe; die obersten Verwaltungsbehörden der vertragschliessenden Staaten können jedoch vereinbaren, dass gewisse Berufe und Gebiete von der Anwendung des Abkommens ausgenommen werden.

(3) Sofern ausländische Arbeitnehmer zum Antritt einer Beschäftigung einer behördlichen Genehmigung bedürfen, ist diese für Gastarbeitnehmer nicht erforderlich.

Artikel 3

(1) Die Anzahl der Gastarbeitnehmer, die in jedem der vertragschliessenden Staaten zugelassen werden können, darf im Kalenderjahr 100 (einhundert) nicht überschreiten, wobei höchstens 20 (zwanzig) vom Hundert dieser Anzahl auf die gleiche Berufsgruppe entfallen dürfen.

(2) Auf das im Absatz 1 festgelegte Kontingent zählen alle Gastarbeitnehmer, denen im Laufe des Kalenderjahres Zulassungen erteilt werden, unabhängig davon, für welche Dauer sie erteilt werden und in welchem Zeitpunkt von ihnen Gebrauch gemacht wird. Gastarbeitnehmer zählen dann nicht auf das im Absatz 1 festgelegte Kontingent des laufenden Kalenderjahres, wenn sie sich auf Grund von Zulassungen in einem der vertragschliessenden Staaten aufhalten, die bereits im Vorjahr erteilt worden sind.

(3) Wird das im Absatz 1 festgelegte Kontingent von den Gastarbeitnehmern eines der vertragschliessenden Staaten im Laufe eines Kalenderjahres nicht erreicht, so darf dieser weder die Anzahl der den Gastarbeitnehmern des anderen vertragschliessenden Staates erteilten Zulassungen verringern noch den Rest des nicht erschöpften Kontingentes auf das folgende Kalenderjahr übertragen.

(4) Die im Absatz 1 genannte Anzahl von Gastarbeitnehmern kann auf Vorschlag eines der vertragschliessenden Staaten durch Notenaustausch zwischen den im Artikel 8 Absatz 3 genannten Behörden abgeändert werden. Eine derartige Vereinbarung für das folgende Kalenderjahr ist spätestens am 1. Dezember zu treffen.

Artikel 4

(1) Die Dauer der Zulassung darf grundsätzlich ein Jahr nicht überschreiten. Verlängerungen in Ausnahmefällen sind bis zur Höchstdauer von sechs Monaten zulässig.

(2) Nach Ablauf des im Absatz 1 genannten Zeitraumes darf der Gastarbeitnehmer weder sein Arbeitsverhältnis fortsetzen noch ein neues Arbeitsverhältnis im Aufnahmeland eingehen.

Artikel 5

(1) Die Zulassung als Gastarbeitnehmer darf nur unter dem Vorbehalt erteilt werden, dass der Gastarbeitnehmer keine andere Beschäftigung ausübt als die, für welche die Zulassung erteilt worden ist.

(2) Die Gastarbeitnehmer dürfen keine Beschäftigungen in Betrieben antreten, die von Streik oder Aussperrung betroffen sind. Bricht eine solche Streitigkeit während der Dauer eines Beschäftigungsverhältnisses eines Gastarbeitnehmers aus, so sind diesem, soweit als möglich, alle Erleichterungen zur Auffindung eines anderen geeigneten Arbeitsplatzes zu gewähren; dies gilt auch für Fälle, in denen der Gastarbeitnehmer mit seinem Arbeitgeber in Arbeitsstreitigkeiten gerät.

Artikel 6

Die Gastarbeitnehmer dürfen nur zugelassen werden, wenn sich die Arbeitgeber, die sie zu beschäftigen wünschen, verpflichten, sie unter den gleichen Arbeits- und Lohnbedingungen zu beschäftigen, wie sie für vergleichbare Arbeitsverhältnisse von Inländern in den Betrieben gelten, in denen die Gastarbeitnehmer beschäftigt werden sollen.

Artikel 7

Auf das Arbeitsverhältnis der Gastarbeitnehmer finden alle Vorschriften über die soziale Sicherheit von Arbeitnehmern Anwendung.

Artikel 8

(1) Personen, die von den Bestimmungen des vorliegenden Abkommens Gebrauch machen wollen, haben ihr Ansuchen der zuständigen Behörde ihres Staates (Absatz 3) vorzulegen. Das Ansuchen hat alle für seine Prüfung erforderlichen Angaben zu enthalten und muss insbesondere anführen, in welchem Beruf und gegebenenfalls in welchem Betrieb der Gastarbeitnehmer beschäftigt werden will. Dem Ansuchen ist ferner ein Leumundszeugnis des Bewerbers beizuschliessen.

(2) Die zuständige Behörde leitet den Antrag, falls die Voraussetzungen erfüllt sind, an die zuständige Behörde des anderen Staates weiter, die über die Zulassung entscheidet. Diese Stelle entscheidet auch über allfällige Verlängerungen gemäss Artikel 4 Absatz 1.

(3) Die Zulassungsgesuche der österreichischen Bewerber um einen Arbeitsplatz als Gastarbeitnehmer sind an das Bundesministerium fur soziale Verwaltung in Wien zu richten, diejenigen der italienischen Bewerber an das Ministerium fur Arbeit und fur soziale Fursorge.

Artikel 9

(1) Zur Erreichung der mit vorliegender Vereinbarung angestrebten Ziele und um soweit wie moglich Personen zu helfen, die sich um einen Arbeitsplatz als Gastarbeitnehmer bewerben, aber nicht in der Lage sind, selbst einen solchen Arbeitsplatz zu finden, verpflichten sich die vertragschliessenden Staaten, den Austausch von Gastarbeitnehmern durch alle geeignet erscheinenden Massnahmen und unter Beteiligung der interessierten Organisationen zu fordern und zu erleichtern.

(2) Die zustandigen Behorden der vertragschliessenden Staaten werden ihr moglichstes, tun, um eine Behandlung der Ansuchen in kurzester Frist zu gewahrleisten. Sie werden sich gleichfalls bemuhen, die Schwierigkeiten, die bei der Einreise, wahrend des Aufenthaltes oder bei der Ausreise der Gastarbeitnehmer bestehen konnten, mit grosster Beschleunigung zu beseitigen; die Bestimmungen dieser Vereinbarung beruhren jedoch nicht die Verpflichtungen der Gastarbeitnehmer, die in dem Gebiete der vertragschliessenden Staaten geltenden Vorschriften uber die Einreise, den Aufenthalt und die Ausreise von Staatsangehorigen fremder Staaten zu erfullen.

Artikel 10

Die im Laufe des Zulassungsverfahrens nach diesem Abkommen erforderlichen Gesuche und amtlichen Ausfertigungen sind von den Stempeln, Gebuhren und Abgaben befreit.

Artikel 11

Die vertragschliessenden Staaten vereinbaren das Nahere uber die zur Durchfuhrung dieses Abkommens erforderlichen Massnahmen, die ein gegenseitiges Einverstandnis bedingen. Sie unterrichten sich gegenseitig über Aenderungen innerstaatlicher Vorschriften auf den dieses Abkommen betreffenden Gebieten und regeln etwaige bei der Auslegung und Durchfuhrung dieses Abkommens ftretende Schwierigkeiten im Wege unmittelbarer Verhandlungen.

Artikel 12

(1) Dieses Abkommen tritt mit Beginn des zweiten Monates in Kraft, der dem Austausch der Ratifikation surkunden folgt und gilt bis sum 31. Dezember des Jahres, in dem es in Kraft tritt.

(2) Das Abkommen gilt stillschweigend jeweils für ein weiteres Kalenderjahr verlängert, sofern es nicht von einen der beiden vertragschliessenden Staaten vor dem 1. Juli zum Jahresende schriftlich gekundigt wird.

(3) Im Falle der Kundigung bleiben die auf Grund der vorliegenden Vereinbarung ausgesprochenen Zulassungen fur die vorgesehene Dauer gültig.

(4) Als Kontingent fur den Rest des Kalenderjahres des Vertragsabschlusses gilt der dem Zeitraum vom Inkrafttreten bis zum Jahresende entsprechende Anteil des im Artikel 3 Absatz 1 festgesetzten Kontingentes.

Gefertigt in Rom am 12 Juli 1956 in zweifacher Ausfertigung in deutscher und italienischer Sprache, wobei beiden Texten die gleiche Authentizität zukommt. Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen mit ihren Unterschriften und ihren Siegeln versehen.

Für die Republik Italien
DINO DEL BO

Fur die Republik Österreich
MAX LOWENTHAL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1958, n. **217**.

Riconoscimento della personalità giuridica della fondazione di religione, denominata « Opera Santa Maria della carità », con sede in Venezia.

N. 217. Decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della fondazione di religione, denominata « Opera Santa Maria della carità », con sede in Venezia e viene approvato lo statuto della fondazione stessa.

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1958
Atti del Governo, registro n. 111, *foglio n.* 96 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1958, n. **218**.

Dichiarazione formale del fine dell'Arciconfraternita dei SS. MM. Giorgio e Caterina dei Genovesi, con sede in Cagliari.

N. 218. Decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, si è provveduto alla dichiarazione formale del fine dell'Arciconfraternita dei SS MM. Giorgio e Caterina dei Genovesi, con sede in Cagliari.

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1958
Atti del Governo, registro n. 111, *foglio n.* 95 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1958, n. **219**.

Riconoscimento della personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle suore della Misericordia del Terz'Ordine di San Francesco d'Assisi, dette « Francescane della Misericordia ».

N. 219. Decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Casa di procura, in Roma, della Congregazione delle suore della Misericordia del Terz'Ordine di San Francesco d'Assisi, dette « Francescane della Misericordia », e viene autorizzata la medesima ad accettare la donazione disposta in suo favore dalla Società Immobiliare Dufantina (S.I.D.), società per azioni.

Visto, *il Guardasigilli* · GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 febbraio 1958
Atti del Governo, registro n 111, *foglio n* 97. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1958, n. 220.

Riconoscimento della personalità giuridica della fondazione di religione, denominata « Opera Santa Maria di Nazareth », con sede in Bologna.

N. 220. Decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della fondazione di religione, denominata « Opera Santa Maria di Nazareth », con sede in Bologna e viene approvato lo statuto della fondazione stessa.

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *febbraio* 1958
Atti del Governo, registro n 111, *foglio n* 83 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 gennaio 1958, n. 221.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Giuseppe, in quartiere « Fuori del Ponte » del comune di Pontedera (Pisa).

N. 221. Decreto del Presidente della Repubblica 12 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Pisa in data 11 febbraio 1957, integrato con dichiarazione del 25 maggio stesso anno, relativo all'erezione della parrocchia di San Giuseppe, in quartiere « Fuori del Ponte » del comune di Pontedera (Pisa).

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *marzo* 1958
Atti del Governo, registro n 111, *foglio n.* 149. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 gennaio 1958, n. 222.

Autorizzazione all'accettazione della donazione allo Stato, da parte del comune di Bologna, di un'area di terreno.

N. 222. Decreto del Presidente della Repubblica 21 gennaio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per le finanze, viene autorizzata l'accettazione della donazione allo Stato, da parte del comune di Bologna, di un'area della superficie di mq. 12.667, sita nella località, già in parte utilizzata per costruzione di case per senza tetto.

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *marzo* 1958
Atti del Governo, registro n 111, *foglio n* 168 — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 febbraio 1958, n. 223.

Erezione in ente morale della « Fondazione aspirante ufficiale pilota Bruno Francin ».

N. 223. Decreto del Presidente della Repubblica 8 febbraio 1958, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, la « Fondazione aspirante ufficiale pilota Bruno Francin » viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli* GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 *marzo* 1958
Atti del Governo, registro n 111, *foglio n* 127. — RELLEVA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 gennaio 1958.

Sostituzione di un componente il Consiglio di amministrazione dell'Ente autonomo « Esposizione triennale internazionale delle arti decorative e industriali moderne e dell'architettura moderna » (Triennale di Milano).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto 9 novembre 1955, con il quale l'arch. Ugo Zanchetta è stato nominato, su designazione del Ministero dell'industria e del commercio, componente del Consiglio di amministrazione dell'Ente autonomo « Esposizione triennale internazionale delle arti decorative e industriali moderne e dell'architettura moderna » (Triennale di Milano), per la undicesima esposizione triennale;

Considerato che, a séguito dell'avvenuto decesso dell'arch. Zanchetta, occorre procedere alla sostituzione del medesimo nell'incarico anzidetto;

Vista la designazione a tal fine formulata dal Ministero dell'industria e del commercio;

Visto l'art. 4 dello statuto dell'Ente, nonchè la legge 1° aprile 1949, n. 118, sulla riorganizzazione dello stesso Ente;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il sig. Aldo Palombo è nominato, quale membro designato dal Ministero dell'industria e del commercio, componente del Consiglio di amministrazione dell'Ente autonomo « Esposizione triennale internazionale delle arti decorative e industriali moderne e dell'architettura moderna » (Triennale di Milano), per la undicesima esposizione triennale, in sostituzione dell'architetto Ugo Zanchetta, deceduto.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 21 gennaio 1958

GRONCHI

ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 *febbraio* 1958
Registro n 2 *Presidenza, foglio n* 289 — MASSIMO

(1556)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 gennaio 1958.

Nomina del prefetto di 1ª classe dott. Angelo Vincenti a commissario dello Stato per la Regione siciliana.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto legislativo 15 maggio 1946, n. 455, che approva lo Statuto della Regione siciliana, nonchè la legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 2;

Visto il decreto legislativo 10 maggio 1947, n. 307, contenente norme relative al commissario dello Stato per l'anzidetta Regione;

Visto il proprio decreto in data 9 novembre 1956, con cui il prefetto di 1ª classe dott. Domenico Gambardella è stato nominato commissario dello Stato per la Regione siciliana, a decorrere dal 22 ottobre 1956;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Il prefetto di 1ª classe dott. Angelo Vincenti è nominato commissario dello Stato per la Regione siciliana a decorrere dal 10 febbraio 1958, in sostituzione del prefetto di 1ª classe dott. Domenico Gambardella, destinato ad altro incarico.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 29 gennaio 1958

GRONCHI

ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 marzo 1958
Registro n. 3 Presidenza, foglio n. 36. — MASSIMO

(1555)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1958.
Integrazione della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Imperia.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315;
Vista la legge 12 luglio 1951, n. 560;
Vista la legge 29 dicembre 1956, n. 1560;
Vista la deliberazione n. 104 del 5 novembre 1957, con la quale la Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Imperia ha proposto, ai sensi del l'art. 1 della citata legge 29 dicembre 1956, n. 1560, che della Giunta medesima venga chiamato a far parte un rappresentante del settore del credito e dell'assicurazione, particolarmente importante nella economia di quella Provincia;
Considerata la fondatezza dei motivi addotti dalla predetta Giunta a sostegno della proposta;

Decreta:

Art. 1.

Fa parte della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Imperia, con voto deliberativo, anche un membro scelto nel settore del credito e dell'assicurazione.

Art. 2.

Alla nomina del membro indicato nel precedente articolo sarà provveduto ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1958

Il Ministro per l'industria e per il commercio
GAVA

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
COLOMBO

(1401)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1958.
Integrazione della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Siena.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315;
Vista la legge 12 luglio 1951, n. 560;
Vista la legge 29 dicembre 1956, n. 1560;
Vista la deliberazione n. 3 del 3 febbraio 1958, con la quale la Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Siena ha proposto, ai sensi dell'art. 1 della citata legge 29 dicembre 1956, n. 1560, che della Giunta medesima vengano chiamati a far parte due rappresentanti, rispettivamente uno per il settore del turismo ed uno per il settore del credito particolarmente importanti nell'economia di quella Provincia;
Considerata la fondatezza dei motivi addotti dalla predetta Giunta a sostegno della proposta;

Decreta:

Art. 1.

Fanno parte della Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Siena, con voto deliberativo, oltre ai sei membri indicati dal decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, e dalla legge 12 luglio 1951, n. 560, anche due membri scelti rispettivamente nei settori del turismo e del credito.

Art. 2.

Alla nomina dei membri indicati nel precedente articolo sarà provveduto ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1958

Il Ministro per l'industria e per il commercio
GAVA

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
COLOMBO

(1403)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1958.
Integrazione della Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Bologna.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E FORESTE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315;
Vista la legge 12 luglio 1951, n. 560;
Vista la legge 29 dicembre 1956, n. 1560;
Vista la deliberazione n. 251 del 20 novembre 1957, con la quale la Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Bologna ha proposto, ai sensi

dell'art. 1 della citata legge 29 dicembre 1956, n. 1560, che della Giunta medesima vengano chiamati a far parte due rappresentanti, rispettivamente uno per il settore dei trasporti ed uno per il settore del credito e delle assicurazioni, particolarmente importanti nell'economia di quella Provincia;

Considerata la fondatezza dei motivi addotti dalla predetta Giunta a sostegno della proposta;

Decreta:

Art. 1.

Fanno parte della Giunta della Camera di commercio, industria ed agricoltura di Bologna, con voto deliberativo, oltre ai sei membri indicati dal decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315, e dalla legge 12 luglio 1951, n. 560, anche due membri scelti rispettivamente nel settore dei trasporti e del credito e delle assicurazioni.

Art. 2.

Alla nomina dei membri indicati nel precedente articolo sarà provveduto ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 21 settembre 1944, n. 315.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1958

Il Ministro per l'industria e per il commercio
GAVA

Il Ministro per l'agricoltura e per le foreste
COLOMBO

(1402)

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1958.
Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'intero territorio del comune di Alleghe.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Belluno per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 2 febbraio 1957 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'intero territorio del comune di Alleghe;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Alleghe;

Riconosciuto che il territorio predetto ha notevole interesse pubblico perchè con il suo grazioso lago circondato da scoscese montagne rivestite di larici e di abeti, e dalle sovrastanti cime dolomitiche, fra le quali primeggia la maestà del Civetta, oltre a formare un quadro naturale di non comune bellezza panoramica, offre dei punti di vista accessibili al pubblico dai quali si può godere lo spettacolo di quelle bellezze;

Decreta:

L'intero territorio del comune di Alleghe ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi sottoposto a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Belluno.

La Soprintendenza ai monumenti di Venezia curerà che il comune di Alleghe provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto allo albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 12 marzo 1958

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Belluno

Verbale n 14 della riunione della Commissione

L'anno 1957 addì 2 del mese di febbraio alle ore 10, nella sala di riunione dell'Amministrazione provinciale di Belluno, si è riunita la Commissione provinciale per la tutela delle bellezze panoramiche, previo invito scritto, recapitato nelle forme di legge

(*Omissis*).

OGGETTO *Vincolo panoramico all'intero territorio del comune di Alleghe.*

LA COMMISSIONE

Richiamata la propria deliberazione 13 aprile 1954 circa l'oggetto sopra indicato,

Uditi i chiarimenti forniti dal rappresentante della Soprintendenza di Venezia al sindaco del Comune interessato circa la disciplina di nuove costruzioni senza che la stessa costituisca comunque un divieto all'iniziativa privata per l'erezione di nuove case di abitazione o di stalle e fienili,

Ad unanimità di voti espressi nelle forme di legge,

Delibera

di chiedere al Ministero della pubblica istruzione la notifica paesistica dell'intero territorio costituente il comune di Alleghe, a norma degli articoli 1, comma quarto, della legge 29 giugno 1939, n 1497 e dell'art 9, comma quinto, del relativo regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, con la seguente motivazione:

« Il grazioso laghetto, lungo circa 2 km e largo al massimo m 500 si costituì nel 1771 in seguito a franamento di una parte bassa delle montagne che inceppò il corso del Cordevole, creando uno specchio d'acqua sempre viva ed una caratteristica bellezza naturale Esso è circondato da scoscese montagne rivestite di larici e di abeti e dalle sovrastanti cime dolomitiche, fra le quali primeggia la maestà del Civetta Lungo la strada, nel lato di levante, vi giace il basso abitato di Alleghe e costituisce la parte più pittoresca e caratteristica della località E' zona turistica di fama internazionale ed è frequentata da centinaia di turisti ».

(*Omissis*).

Eseguito l'ordine del giorno, il presidente dichiara chiusa la seduta

Fatto, letto, confermato e sottoscritto.

Il presidente: avv. Carlo PROTTI

Il segretario: rag Candido DE MARTIN

(1413)

DECRETO MINISTERIALE 15 marzo 1958.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona costiera del lago di Garda, sita nell'ambito dei comuni di Toscolano Maderno e Gargnano.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Brescia per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 15 luglio 1955 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona costiera del lago di Garda sita nell'ambito dei comuni di Toscolano Maderno e Gargnano;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dell'art. 2 della precitata legge, all'albo dei comuni di Toscolano Maderno e Gargnano;

Viste le due opposizioni prodotte dalla signora Bertelli Adelina e dalla Tessitura serica S.A.S. contro la suddetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo non significa divieto assoluto di costruibilità, ma impone soltanto l'obbligo di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualsiasi progetto di costruzione che si intenda erigere nella zona;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè oltre a formare un quadro naturale di non comune bellezza per il caratteristico susseguirsi di sontuose ville ed artistici giardini ricchi di essenze pregiate e per la caratteristica zona rocciosa di acceso colore, a picco sul lago, e per la vegetazione ricca di ulivi, vigneti, cipressi, oleandri e agrumi, offre numerosi punti di vista accessibili al pubblico dai quali si può godere la visuale panoramica del lago di Garda e dei monti che lo circondano e dell'opposta sponda veronese;

Decreta:

La zona sita nel territorio dei comuni di Toscolano Maderno e Gargnano, comprendente tutti gli immobili posti fra la riva del lago di Garda, il confine con il comune di Gardone Riviera, dal lago all'altezza di Bezzuglio, la strada comunale fino a Maclino, Grotten, Vigole, Rosei, Sanico, Maina, torrente Toscolano fino a Quattro Ruote, da qui la strada fino a Gaino, Folino, Gabbiana, Cervano, Mornaga, fino al confine del comune di Gargnano, indi la strada che parte da Fornico, si porta a Zuino passando per la chiesa di Navazzo, per Liano, per Sasso e per il crinale roccioso di monte Comer, poi da quota 114, seguendo la mulattiera fino al confine con il comune di Tignale, segue il detto confine fino alla riva del lago di Garda, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Brescia.

La Soprintendenza ai monumenti di Milano curerà che i seguenti comuni di Toscolano Maderno e Gargnano provvedano all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto agli albi comunali entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che i Comuni stessi tengano a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 15 marzo 1958

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Brescia

Adunanza del 15 luglio 1955

(*Omissis*).

3) TOSCOLANO MADERNO - Vincolo panoramico.

LA COMMISSIONE

Prende in esame la proposta di estendere il vincolo panoramico su parte del comune di Toscolano Maderno

Visto che una parte del territorio di detto Comune può essere considerato quale punto di vista accessibile al pubblico dal quale si gode l'ampio panorama del lago di Garda e dei monti che lo circondano nonchè dell'opposta sponda veronese,

Considerato che detta zona forma un quadro naturale di particolare bellezza costituito dalle roccie, dal caratteristico acceso colore, a picco sul lago, dall'estuario del torrente Toscolano, dalla vegetazione ricca di ulivi, vigneti, cipressi, oleandri e agrumi, quest'ultimi coltivati in caratteristiche cedriere,

Delibera

all'unanimità l'apposizione del vincolo ai sensi della legge 29 giugno 1939, n 1497, art 1 n 4, di una parte del territorio del comune di Toscolano Maderno entro i seguenti confini:

tutta la zona compresa fra il lago ed una linea che partendo dal confine con Gardone Riviera all'altezza di Bezzuglio, segue la strada comunale sino a Maclino, Grotten, Vigole, Rosei, Sanico, Maina, torrente Toscolano sino a Quattro Ruote, da qui la strada fino a Gaino, Folino, Gabbiana, Cervano, Mornaga, fino al confine del comune di Gargnano.

(*Omissis*).

Adunanza del 15 luglio 1955

(*Omissis*)

4) GARGNANO - Vincolo panoramico su di una parte del territorio

LA COMMISSIONE

Visto che una parte del territorio del comune di Gargnano può essere considerato quale punto di vista accessibile al pubblico dal quale si gode l'ampio panorama del lago di Garda dei monti che lo incorniciano e dell'opposta sponda veronese;

Visto che detto territorio può considerarsi come quadro naturale per il caratteristico susseguirsi di sontuose ville e artistici e bellissimi giardini ricchi di essenze pregiate e visibili dal lago e dalla strada detta « Gardesana occidentale » che, in alcuni tratti si inserisce in galleria nella roccia con suggestivo effetto,

Delibera

all'unanimità l'apposizione del vincolo panoramico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, articolo 1 n 4, su una parte del territorio del comune di Gargnano così limitata:

tutta la zona compresa fra il lago ed una linea che partendo dal lago stesso sale lungo il confine con Toscolano sino a Fornico, indi la strada da Fornico a Zuino, passa per la chiesa di Navazzo, per Liano, per Sasso e per la crinale rocciosa del Monte Comer poi, da quota 1114, seguendo la mulattiera sino al confine con il comune di Tignale.

(*Omissis*).

(1453)

DECRETO MINISTERIALE 18 marzo 1958.

Modificazione dello statuto della Cassa di Risparmio di Padova e Rovigo, con sede in Padova.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Padova e Rovigo, con sede in Padova, approvato con decreto in data 15 ottobre 1948 e modificato con i decreti 20 maggio 1950 e 23 marzo 1954;

Vista la deliberazione in data 31 gennaio 1958 del Consiglio di amministrazione della Cassa di risparmio anzidetta;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato l'art. 41, comma quarto, dello statuto della Cassa di Risparmio di Padova e Rovigo, con sede in Padova, secondo il seguente nuovo testo:

« E' anche consentito in via eccezionale, quando trattasi di persone o ditte di notoria e indiscussa solvibilità, concedere fidi, sia mediante cambiali ad una sola firma, sia mediante apertura di credito in conto corrente, assistita soltanto dalla obbligazione chirografaria del correntista, fino all'importo complessivo di L. 8.000.000 (otto milioni) per ciascuna persona o ditta, salvo deroghe, per importi maggiori, da approvarsi di volta in volta, per casi eccezionali, dagli Organi di vigilanza, con avvertimento che l'investimento della Cassa, in queste operazioni, non potrà nel complesso superare il 6% (sei per cento) dei depositi e patrimanio ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 marzo 1958

Il Ministro: MEDICI

(1575)

DECRETO MINISTERIALE 18 marzo 1958.

Modificazione dello statuto della Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, con sede in Milano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, con sede in Milano, approvato con decreto in data 31 maggio 1939, e modificato con i decreti in data 12 novembre 1941, 29 gennaio 1946, 7 ottobre 1946, 1° agosto 1947, 20 ottobre 1955 e 21 gennaio 1958;

Vista la deliberazione in data 27 gennaio 1958 della Commissione centrale di beneficenza della Cassa di risparmio anzidetta;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato l'art. 3 dello statuto della Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, con sede in Milano, secondo il seguente nuovo testo:

« Sono gestioni annesse alla Cassa di risparmio ed amministrate con bilanci separati:

a) il Credito fondiario, assunto dalla Cassa di risparmio con la convenzione 4 ottobre 1865, approvata con la legge 14 giugno 1866, n. 2983 e regolato dal testo unico 16 luglio 1905, n. 646 e dalle leggi 22 dicembre 1905, n. 592 e 22 dicembre 1907, n. 794, nonchè dal regolamento approvato con regio decreto 2 agosto 1910, n. 472;

b) il fondo per le pensioni e indennità al personale della Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, giusta il regolamento deliberato in seduta 2 febbraio 1925 della Commissione centrale, modificato il 3 maggio 1926 e approvato con regio decreto 23 dicembre 1926, n. 2435;

c) l'Opera pia « Fondo della beneficenza », di cui alle norme approvate con decreto reale 1° febbraio 1883;

d) la Fondazione « Vittorio Emanuele II » per incoraggiamento di studi, giusta lo statuto organico approvato con regio decreto 1° giugno 1897;

e) l'Opera pia di soccorso per i figli dei lavoratori, di cui ai regi decreti 24 gennaio 1895 e 27 maggio 1920;

f) la Fondazione opere sociali « Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde » istituita con deliberazione 27 gennaio 1958 della Commissione centrale di beneficenza;

g) la Sezione di credito agrario, istituita con decreto Ministeriale 15 dicembre 1927 (*Gazzetta Ufficiale* n. 9 del 12 gennaio 1928) con un capitale di lire 1.500.000.000 conferito per intero dalla Cassa di risparmio, retta dallo statuto approvato con decreto Ministeriale 11 agosto 1951 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 27 agosto 1951 e modificato con decreto Ministeriale 4 dicembre 1953 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 287 del 15 dicembre 1953 ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 marzo 1958

Il Ministro: MEDICI

(1573)

DECRETO MINISTERIALE 21 marzo 1958.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa di consumo « Dipendenti Amministrazione provinciale », con sede in Roma, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti i decreti Ministeriali in data 23 febbraio 1957 e 5 ottobre 1957, con i quali fu provveduto ai sensi dell'art. 2543 Codice civile, a porre sotto gestione commissariale la Società cooperativa di consumo « Dipendenti Amministrazione provinciale », con sede in Roma;

Vista la relazione in data 1° febbraio 1958, con la quale il commissario governativo, constatato che la

suddetta Cooperativa non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti, ha chiesto che la stessa venga posta in liquidazione coatta amministrativa;

Udito in via d'urgenza il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa di consumo « Dipendenti Amministrazione provinciale », con sede in Roma, costituita con atto in data 11 gennaio 1951 per notaio dott. Mario Formica, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il dott. Renzo Mariani è nominato liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 marzo 1958

Il Ministro: GUI

(1558)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1958.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi relativi ad oggetti che figureranno nella « XXXVI Fiera di Milano - Campionaria internazionale », che avrà luogo a Milano.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali e dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la domanda avanzata dal presidente dell'Ente organizzatore della esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli e disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XXXVI Fiera di Milano Campionaria internazionale », che avrà luogo a Milano dal 12 al 27 aprile 1958, godranno della protezione temporanea stabilita dai regi decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti.

Roma, addì 24 marzo 1958

Il Ministro: GAVA

(1607)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

ACCORDI INTERNAZIONALI

Accordo amministrativo per l'applicazione della Convenzione tra l'Italia e la Spagna sulle assicurazioni sociali del 21 luglio 1956.

Ai sensi dell'articolo 26 della Convenzione tra l'Italia e la Spagna sulle assicurazioni sociali firmata a Madrid il 21 luglio 1956, le Autorità amministrative competenti dei due Stati contraenti rappresentate:

da parte italiana:

in nome del Governo della Repubblica Italiana

S. E. il Signor Don Giulio DEL BALZO di PRESENZANO, Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario d'Italia in Madrid;

da parte spagnola:

in nome del Governo spagnolo

S. E. il Signor Don Fernando Maria CASTIELLA Y MAIS, Ministro degli Affari Esteri,

hanno concordato le seguenti disposizioni per l'applicazione della Convenzione:

PARTE PRIMA

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

L'applicazione della Convenzione spetta, conformemente alle disposizioni che seguono:

a) in Spagna, all'« Instituto Nacional de Previsión » e, per quanto concerne il « Mutualismo Laboral », al « Servicio de Mutualidades Laborales »;

b) in Italia, oltre agli organismi competenti per particolari categorie di lavoratori:

all'Istituto nazionale della previdenza sociale, per quanto riguarda l'assicurazione per la invalidità, la vecchiaia e superstiti, l'assicurazione contro la tubercolosi e l'assicurazione contro la disoccupazione involontaria;

all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro, per quanto riguarda l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;

all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, per quanto riguarda l'assicurazione contro le malattie e la tutela fisica ed economica delle lavoratrici madri nei casi per i quali non è competente l'Istituto nazionale della previdenza sociale a norma del successivo articolo 42°.

Articolo 2

Per l'ammissione ai benefici della Convenzione i lavoratori italiani in Spagna e i lavoratori spagnoli in Italia devono dimostrare la propria nazionalità in conformità alla legislazione di ciascuno degli Stati contraenti.

Articolo 3

1. Per l'applicazione delle disposizioni italiane concernenti la prosecuzione volontaria dell'assicurazione obbligatoria il beneficio previsto all'articolo 1° paragrafo 3 della Convenzione ha luogo allorchè il lavoratore è stato sottoposto alla assicurazione obbligatoria in entrambi i Paesi.

2. Nel caso di cui al paragrafo 1 il lavoratore deve comprovare, in quanto necessario, mediante un certificato rilasciato dal competente organismo assicuratore spagnolo, i periodi di contribuzione compiuti nell'assicurazione obbligatoria spagnola entro i cinque anni precedenti la data della domanda di prosecuzione. Il modello di tale certificato sarà concordato fra le Autorità competenti dei due Stati contraenti.

Articolo 4

1. Nei casi previsti all'articolo 3 paragrafo 1 lettera *a*) della Convenzione, i lavoratori sono tenuti a comprovare, mediante un certificato rilasciato dall'organismo competente dello Stato contraente in cui ha sede l'impresa da cui dipendono (per l'Italia l'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, per la Spagna lo « Instituto Nacional de Previsión »), che essi continuano ad essere soggetti alle legislazioni di questo Stato durante il loro temporaneo lavoro nel

territorio dell'altro Stato. Il modello di tale certificato sarà concordato tra le Autorità competenti dei due Stati contraenti.

2. Nel caso in cui più lavoratori siano inviati insieme al datore di lavoro a lavorare nel territorio dell'altro Stato contraente per uno stesso periodo di tempo, può essere rilasciato per essi un certificato collettivo.

3. Il certificato di cui ai paragrafi 1 e 2 deve essere esibito all'occorrenza nell'altro Stato contraente dal rappresentante del datore di lavoro, se esso esiste; altrimenti dal lavoratore stesso.

4. Nei casi di cui ai paragrafi 1 e 2, il datore di lavoro, i lavoratori e i loro familiari aventi diritto trattano ogni questione concernente i contributi e le prestazioni direttamente con gli organismi assicuratori competenti dello Stato contraente alle cui legislazioni continuano ad essere soggetti.

Articolo 5

1. Per l'esercizio del diritto di opzione nei casi previsti all'art. 4, paragrafo 2, della Convenzione, il lavoratore deve presentare una domanda, avvisandone contemporaneamente il suo datore di lavoro, all'organismo competente, e ciò in Spagna all'« Instituto Nacional de Prevision », in Italia allo Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, che ne informa gli organismi competenti per le altre assicurazioni sociali.

2. Detta domanda deve essere presentata entro tre mesi dall'inizio dell'occupazione. Per i lavoratori già occupati alla data di entrata in vigore della Convenzione, il termine di tre mesi decorre da tale data.

3. Nei casi previsti all'articolo 4, paragrafi 3 e 4, della Convenzione e in quello previsto all'articolo 4, paragrafo 2, della stessa Convenzione, concernente l'opzione per le legislazioni dello Stato contraente di cui il lavoratore è cittadino, si applicano le disposizioni dell'articolo 4, paragrafo 4, del presente Accordo.

PARTE II

DISPOSIZIONI PARTICOLARI

Capitolo I

Assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti

Sezione I

Presentazione e istruttoria delle domande - Liquidazione delle pensioni

Articolo 6

1. Gli assicurati o i superstiti di assicurati, che risiedono in uno dei due Stati contraenti e fanno valere un diritto a prestazioni in base alle disposizioni del Capitolo I della Parte II della Convenzione, devono presentare una domanda in duplice copia secondo un modulo concordato fra le Autorità competenti dei due Stati contraenti all'organismo di detto Stato competente per l'istruttoria a norma del successivo articolo 7, paragrafo 1. Alla domanda deve essere allegata la documentazione necessaria.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 valgono anche per i richiedenti che risiedono in uno dei due Stati contraenti e fanno valere un diritto a prestazioni esclusivamente in base alla legislazione dell'altro Stato contraente.

3. Se un beneficiario, che abbia già percepito in uno dei due Stati contraenti o in un terzo Stato una pensione in base alla legislazione di uno Stato contraente, trasferisce la sua residenza nell'altro Stato contraente, deve far domanda per l'ulteriore pagamento della pensione all'organismo competente per la istruttoria dello Stato contraente in cui risiede.

4. Qualora la domanda di cui ai paragrafi 1, 2 e 3 sia presentata ad un organismo assicuratore o ad una amministrazione dell'altro Stato contraente, questo organismo o amministrazione trasmette senza indugio la domanda all'organismo competente per la istruttoria dello Stato contraente in cui il richiedente risiede, comunicandogli la data di presentazione della domanda. Come data di presentazione della domanda vale quella in cui la domanda è pervenuta all'organismo o amministrazione di cui al primo periodo.

Articolo 7

1. Sono competenti per l'istruttoria:

in Italia, la Direzione generale e gli uffici provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

in Spagna, le delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Prevision ».

2. L'organismo competente per l'istruttoria dello Stato in cui il richiedente risiede trasmetterà all'organismo competente per l'istruttoria nell'altro Stato una copia della domanda e un prospetto dei periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione di contribuzione od assimilati del richiedente nonchè eventuali documenti assicurativi dell'altro Stato. A tal fine devono essere adoperati formulari i cui modelli verranno concordati tra le Autorità competenti dei due Stati contraenti. Se si tratta della concessione di una pensione per invalidità deve essere allegata una copia del parere a tal fine richiesto, emesso dal medico di fiducia dell'organismo assicuratore competente per la prestazione richiesta nello Stato contraente, in cui il richiedente risiede. Per il resto la trasmissione del formulario, da effettuarsi in duplice copia, sostituisce la trasmissione della documentazione.

3. L'organismo competente per l'istruttoria dell'altro Stato decide sulla domanda per quanto lo riguarda e trasmette all'organismo competente per l'istruttoria dello Stato in cui il richiedente risiede la comunicazione della decisione presa, unitamente ad una copia per il richiedente e ad una copia per il competente organismo assicuratore, se esso è diverso dall'organismo competente per la istruttoria dello Stato in cui il richiedente risiede. Contemporaneamente esso trasmette all'organismo competente per l'istruttoria dello Stato in cui il richiedente risiede un prospetto dei periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione od assimilati compiuti dal richiedente nell'altro Stato ed eventuali documenti assicurativi dello Stato in cui il richiedente risiede, adoperando il formulario indicato nel paragrafo 2. L'organismo competente per l'istruttoria dello Stato in cui il richiedente risiede, decide quindi a sua volta sulla domanda e comunica al richiedente la propria decisione, unitamente a quella dell'organismo dell'altro Stato. Copia della comunicazione è trasmessa all'organismo competente per l'istruttoria dell'altro Stato, con la indicazione della data in cui le decisioni sono state comunicate al richiedente. Se tale organismo non è l'organismo assicuratore competente, è trasmessa anche a questo una copia della comunicazione.

Articolo 8

1. Per la determinazione del diritto alle prestazioni nei casi previsti dall'articolo 5, paragrafo 3, primo periodo, della Convenzione ogni organismo assicuratore aggiunge, ai periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione, ed assimilati, compiuti nel proprio regime, quelli compiuti nel regime dell'altro Stato, nella misura necessaria per completare, senza sovrapposizione, i periodi richiesti dalla legislazione del proprio Stato.

2. I periodi da prendere in considerazione come assimilati sono quelli considerati come tali dalla legislazione dello Stato in cui sono stati compiuti.

3. I periodi che coincidono sono presi in considerazione una sola volta in ciascuno Stato. Se un periodo considerato come assimilato in uno Stato coincide con un periodo di lavoro, di assicurazione, di iscrizione o di contribuzione, compiuto nell'altro Stato, solo il secondo è preso in considerazione.

4. Nel caso in cui alcuni periodi compiuti in uno Stato non potessero essere localizzati nel tempo, si presume che tali periodi non si sovrappongano a quelli compiuti nell'altro Stato, nella misura in cui essi possono essere utilmente presi in considerazione.

Articolo 9

1. Agli effetti dell'articolo 5, paragrafo 3, secondo periodo, della Convenzione ogni organismo assicuratore determina le prestazioni secondo la propria legislazione come se tutti i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione ed assimilati, compiuti nei due Stati contraenti, fossero stati compiuti nel proprio Stato. A tali effetti un periodo che è considerato come assimilato in entrambi gli Stati contraenti, è preso in considerazione soltanto dagli organismi dello Stato in cui l'assicurato ha lavorato ultimamente prima del periodo stesso. Se l'assicurato non ha lavorato prima di tale periodo, esso è preso in considerazione dagli organismi dello Stato in cui l'assicurato ha lavorato per la prima volta.

2. Se, secondo la legislazione di uno Stato contraente, la prestazione deve essere calcolata in funzione delle retribuzioni o dei contributi, le retribuzioni o i contributi relativi ai periodi compiuti nell'altro Stato sono presi in considera-

zione dall'organismo assicuratore che determina la prestazione sulla base della media delle retribuzioni o dei contributi relativi ai periodi compiuti nel proprio regime

3. Le prestazioni determinate in conformità ai paragrafi 1 e 2 sono concesse per la parte che corrisponde al rapporto fra i periodi di contribuzione ed assimilati, compiuti nel regime dell'organismo che concede la prestazione, e la somma dei periodi compiuti nei regimi di entrambi gli Stati contraenti

4 Se la somma delle prestazioni da concedere dagli organismi assicuratori di entrambi gli Stati contraenti non raggiunge la pensione minima dello Stato contraente in cui il beneficiario risiede, l'organismo assicuratore di questo Stato concede in aggiunta l'importo necessario per raggiungere la pensione minima Tale importo aggiuntivo sara corrisposto a carico degli organismi assicuratori di ciascuno dei due Stati per la parte che corrisponde al rapporto fra i periodi di contribuzione ed assimilati compiuti nel proprio regime e la somma dei periodi di contribuzione ed assimilati compiuti nel regime di entrambi gli Stati.

5 Se secondo le disposizioni dei due Stati contraenti tenendo conto dell'articolo 5 della Convenzione, esiste un diritto a pensione solo in uno dei due Stati, e se in questo Stato la pensione da concedere non raggiunge la pensione minima, l'organismo assicuratore che la determina concede, in aggiunta alla sua prestazione la parte della differenza tra la sua prestazione e la pensione minima, che corrisponde, al momento della determinazione della prestazione, al rapporto dei periodi di contribuzione ed assimilati compiuti nel proprio regime con la somma dei periodi di contribuzione ed assimilati compiuti nei regimi di entrambi gli Stati Se successivamente, tenendo conto dell'articolo 5 della Convenzione, sorge un diritto a prestazioni secondo le disposizioni di entrambi gli Stati contraenti, e se la somma di queste prestazioni non raggiunge la pensione minima dello Stato in cui il beneficiario risiede, si applicano le disposizioni del paragrafo 4.

Sezione II

Pagamento di pensioni spagnole a beneficiari in Italia

Articolo 10

Le pensioni dovute in base alla assicurazione spagnola invalidità e vecchiaia sono pagate ai beneficiari in Italia dal competente organismo assicuratore italiano, al quale sono trasmesse dal competente organismo assicuratore spagnolo

Articolo 11

Il competente organismo assicuratore spagnolo, venti giorni prima del termine di pagamento previsto all'articolo 13, trasmette al competente organismo assicuratore italiano, in doppio esemplare, una distinta dei pagamenti nella quale per ogni caso di pensione sono indicati:

a) la natura della pensione,

b) il numero distintivo della pensione,

c) il cognome, il nome, la data di nascita e l'indirizzo in Italia del beneficiario o dei beneficiari, nonche, se il beneficiario o beneficiari sono i superstiti del lavoratore, il cognome, il nome del lavoratore defunto, e, se il beneficiario o i beneficiari sono rappresentati legalmente, il cognome, il nome e l'indirizzo in Italia del rappresentante legale,

d) l'importo da pagare espresso in pesetas,

e) il periodo cui si riferisce il pagamento.

Articolo 12

1 Il competente organismo assicuratore spagnolo, venti giorni prima del termine di pagamento previsto all'articolo 13, trasferisce al competente organismo assicuratore, in conformità all articolo 47, paragrafo 1, la somma in pesetas necessaria per il pagamento delle pensioni e gli invia un avviso di pagamento

2 Con il versamento di cui al paragrafo 1 l'organismo assicuratore spagnolo è liberato da ogni obbligazione nei confronti del beneficiario della pensione.

Articolo 13

1 Le pensioni sono pagate dal competente organismo assicuratore italiano ogni due mesi, all'inizio del secondo mese di ogni periodo di pagamento, con le stesse modalita previste per il pagamento delle pensioni secondo l'assicurazione italiana invalidita, vecchiaia e superstiti.

2. Allorche si verifichi la morte del beneficiario o il nuovo matrimonio del coniuge superstite o un altro evento che possa determinare la sospensione del pagamento, il competente organismo assicuratore italiano sospende il pagamento dei ratei non ancora pagati alla data dell evento e indica sulla distinta dei pagamenti di cui all'articolo 11 il motivo della sospensione e la data dell'evento

3 Il competente organismo assicuratore spagnolo determina le prestazioni eventualmente ancora dovute e comunica al competente organismo assicuratore italiano la somma da pagare dopo che questo avra inviato i documenti sottoindicati:

nel primo caso (morte del beneficiario) estratto dell'atto di morte e atto notorio dal quale risultino i nominativi degli eredi che abbiano diritto al pagamento,

nel secondo caso (nuovo matrimonio del coniuge superstite) estratto del certificato del nuovo matrimonio

4 Se il beneficiario lascia il territorio della Repubblica Italiana, il competente organismo assicuratore italiano sospende il pagamento della pensione e avvisa il competente organismo assicuratore spagnolo.

Articolo 14

1 Le somme accreditate ai sensi dell'articolo 12 sono pagate ai beneficiari in valuta italiana, senza deduzione di alcuna spesa, al cambio secondo il quale è stato effettuato l'accreditamento al competente organismo assicuratore italiano

2 Se una pensione non puo essere pagata entro due mesi, il corrispondente importo e restituito al competente organismo assicuratore spagnolo con le modalita indicate all'articolo 19.

Articolo 15

1 A comprova dei pagamenti effettuati, il competente organismo assicuratore italiano, alla fine di ogni periodo di pagamento, restituisce al competente organismo assicuratore spagnolo un esemplare della distinta prevista all'articolo 11, nella quale indica le somme pagate e le somme non pagate, nonche i motivi del mancato pagamento

2 Il competente organismo assicuratore italiano si rende garante della regolare esecuzione dei pagamenti e in particolare della esistenza in vita del beneficiario alla data del pagamento della pensione

Articolo 16

1 Il competente organismo assicuratore italiano trasmette al competente organismo assicuratore spagnolo le attestazioni rilasciate o autenticate dalle competenti autorita italiane, che dovessero essere richieste dall organismo assicuratore spagnolo

2 Il competente organismo assicuratore italiano e tenuto, per i beneficiari di pensioni spagnole, a richiedere i certificati di esistenza in vita con le stesse modalita e negli stessi termini previsti per i beneficiari di pensioni italiane e a trasmetterli al competente organismo assicuratore spagnolo.

Sezione III

Pagamento di pensioni italiane a beneficiari in Spagna.

Articolo 17

Le pensioni dovute in base alla assicurazione italiana invalidita, vecchiaia e superstiti sono pagate ai beneficiari in Spagna dal competente organismo assicuratore spagnolo, al quale sono trasmesse dal competente organismo assicuratore italiano.

Articolo 18

Il competente organismo assicuratore italiano, venti giorni prima del termine di pagamento previsto all'articolo 20 trasmette al competente organismo assicuratore spagnolo, in doppio esemplare, una distinta dei pagamenti nella quale, per ogni caso di pensione, sono indicati:

a) la natura della pensione,

b) il numero distintivo della pensione;

c) il cognome, il nome, la data di nascita e l'indirizzo in Spagna del beneficiario o dei beneficiari, nonche, se beneficiario o beneficiari sono i superstiti del lavoratore, il cognome o il nome del lavoratore defunto e, se il beneficiario o i beneficiari sono rappresentati legalmente, il cognome, il nome e l'indirizzo in Spagna del rappresentante legale,

d) l'importo da pagare espresso in lire,

e) il periodo cui si riferisce il pagamento.

Articolo 19

1. Il competente organismo assicuratore italiano, venti giorni prima del termine di pagamento previsto all'articolo 20, trasferisce al competente organismo assicuratore spagnolo, in conformità dell'articolo 47, paragrafo 1, la somma in lire necessaria per il pagamento delle pensioni e gli invia un avviso di pagamento

2. Con il versamento di cui al paragrafo 1 l'organismo assicuratore italiano è liberato da ogni obbligazione nei confronti del beneficiario della pensione.

Articolo 20

1. Le pensioni sono pagate dal competente organismo assicuratore spagnolo ogni due mesi, all'inizio del secondo mese di ogni periodo di pagamento, con le stesse modalità previste per il pagamento delle pensioni secondo la assicurazione spagnola invalidità e vecchiaia

2. Allorchè si verifichi la morte del beneficiario o il nuovo matrimonio del coniuge superstite o un altro fatto che possa determinare la sospensione del pagamento, il competente organismo assicuratore spagnolo sospende il pagamento dei ratei non ancora pagati alla data dell'evento e indica sulla distinta dei pagamenti di cui all'articolo 18, il motivo della sospensione del pagamento e la data dell evento

3. Il competente organismo assicuratore italiano determina le prestazioni eventualmente ancora dovute e comunica al competente organismo assicuratore spagnolo la somma da pagare dopo che questo avrà inviato i documenti sottoindicati

nel primo caso (morte del beneficiario) estratto dell'atto di morte e atto di notorietà dal quale risultino i nominativi degli eredi che abbiano diritto al pagamento,

nel secondo caso (nuovo matrimonio del coniuge superstite) estratto del certificato del nuovo matrimonio

4. Se il beneficiario della pensione lascia il territorio dello Stato Spagnolo, il competente organismo assicuratore spagnolo sospende il pagamento della pensione e avvisa il competente organismo assicuratore italiano.

Articolo 21

1. Le somme accreditate ai sensi dell'articolo 19 sono pagate ai beneficiari in valuta spagnola senza deduzione di alcuna spesa al cambio secondo il quale è stato effettuato l'accreditamento al competente organismo assicuratore spagnolo

2. Se una pensione non può essere pagata entro due mesi, il corrispondente importo è restituito al competente organismo assicuratore italiano con le modalità indicate all'articolo 12.

Articolo 22

1. A comprova dei pagamenti effettuati, il competente organismo assicuratore spagnolo, alla fine di ogni periodo di pagamento, restituisce al competente organismo assicuratore italiano un esemplare della distinta prevista all'articolo 18, nella quale indica le somme pagate e le somme non pagate, nonchè i motivi del mancato pagamento

2. Il competente organismo assicuratore spagnolo si rende garante della regolare esecuzione dei pagamenti e in particolare della esistenza in vita del beneficiario alla data del pagamento della pensione

Articolo 23

1. Il competente organismo assicuratore spagnolo trasmette al competente organismo assicuratore italiano le attestazioni rilasciate o autenticate dalle competenti autorità spagnole, che dovessero essere richieste dall'organismo assicuratore italiano

2. Il competente organismo assicuratore spagnolo è tenuto, per i beneficiari di pensioni italiane, a richiedere i certificati di esistenza in vita con le stesse modalità e negli stessi termini previsti per i beneficiari di pensioni spagnole e a trasmetterli al competente organismo assicuratore italiano.

Sezione IV

Disposizioni varie

Articolo 24

1. I cittadini spagnoli, che risiedono in un terzo Stato e fanno valere diritti a prestazioni esclusivamente in base alla legislazione italiana, devono presentare una domanda con la documentazione necessaria secondo la legislazione italiana al competente organismo assicuratore italiano

2. Le domande presentate ad un organismo spagnolo sono inoltrate al competente organismo assicuratore italiano

3. Il competente organismo assicuratore italiano paga le prestazioni a suo carico secondo le disposizioni valevoli per i pagamenti nel terzo Stato

Articolo 25

1. I cittadini italiani, che risiedono in un terzo Stato e fanno valere diritti a prestazioni esclusivamente in base alla legislazione spagnola, devono presentare una domanda con la documentazione necessaria secondo la legislazione spagnola al competente organismo assicuratore spagnolo

2. Le domande presentate ad un organismo italiano sono inoltrate al competente organismo assicuratore spagnolo

3. Il competente organismo assicuratore spagnolo paga le prestazioni a suo carico secondo le disposizioni valevoli per i pagamenti nel terzo Stato.

Capitolo 2

Assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali

Sezione I

Rendite e indennità in capitale

Articolo 26

1. Le domande tendenti ad ottenere il pagamento di una rendita o indennità in capitale per infortunio sul lavoro o malattia professionale possono essere presentate o direttamente all'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui l'infortunio sul lavoro si è verificato o la malattia professionale si è manifestata per la prima volta o all'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui l'interessato risiede o soggiorna. Alla domanda deve essere allegata la documentazione necessaria

2. Se il richiedente non conosce l'organismo assicuratore competente, la domanda è presentata

in Italia, all'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro,

in Spagna, alle delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Previsión »

3. Qualora la domanda sia presentata all'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui l'interessato risiede o soggiorna, questo organismo trasmette senza indugio la domanda all'organismo assicuratore competente dell'altro Stato, comunicandogli la data di presentazione della domanda. Come data di presentazione della domanda vale quella in cui la domanda è pervenuta all'organismo di cui al primo periodo

4. La disposizione del paragrafo 3 si applica anche quando la copertura del rischio di una malattia professionale possa gravare sugli organismi assicuratori dell altro Stato contraente per la natura delle lavorazioni anteriormente effettuate in questo Stato

5. Se il richiedente risiede in un terzo Stato, si applicano in modo corrispondente le disposizioni degli articoli 24 e 25.

Articolo 27

Le disposizioni dell'articolo 26 si applicano anche per le domande tendenti ad ottenere la ripresa dal pagamento di una rendita già liquidata dagli organismi assicuratori di uno Stato contraente, quando il beneficiario trasferisce la sua residenza nell'altro Stato contraente.

Articolo 28

1. Gli organismi assicuratori italiani debitori versano ai beneficiari residenti in Spagna e alle scadenze previste dalla legislazione italiana, in conformità all'articolo 47, paragrafo 1, le prestazioni loro dovute

Gli organismi assicuratori spagnoli debitori versano ai beneficiari residenti in Italia e alle scadenze previste dalla legislazione spagnola, in conformità all'articolo 47, paragrafo 1, le prestazioni loro dovute

2. Qualora gli organismi assicuratori intendano avvalersi dell'articolo 11 della Convenzione, si applicano in modo corrispondente le disposizioni delle Sezioni II e III del Capitolo 1 del presente Accordo.

Sezione II

Prestazioni diverse dalle rendite o indennità in capitale

Articolo 29

1. Per le prestazioni in denaro e in natura, ivi compresi le spese di ospedalizzazione, dovute in caso di inabilità temporanea, valgono, in quanto compatibili, le disposizioni del successivo articolo 33.

2. Qualora gli organismi assicuratori competenti intendano avvalersi dell'articolo 11 della Convenzione, si applicano in modo corrispondente le disposizioni dei successivi articoli 34, 35, 36, 39 e 40.

3. Per l'applicazione dei paragrafi 1 e 2 sono competenti:

da parte italiana, la direzione generale e gli uffici provinciali dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro,

da parte spagnola, le delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Previsión ».

Articolo 30

1. Per la fornitura, riparazione e rinnovo degli apparecchi di protesi nei casi previsti all'articolo 10, paragrafo 5, della Convenzione, l'interessato può presentare domanda o direttamente all'organismo assicuratore obbligato o all'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui egli risieda o soggiorni.

2. L'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui l'interessato risiede o soggiorna, su richiesta dell'organismo assicuratore obbligato o dello stesso interessato, comunica a tale organismo il risultato degli accertamenti effettuati circa la necessità della fornitura, riparazione o rinnovo.

3. Qualora gli organismi assicuratori competenti intendano avvalersi dell'articolo 11 della Convenzione, il rimborso delle spese ha luogo in conformità al successivo articolo 31, paragrafo 3.

Sezione III

Controllo

Articolo 31

1. Per l'applicazione degli articoli 8° e 9° della Convenzione i competenti organismi assicurativi italiani e spagnoli si trasmettono reciprocamente, su richiesta della parte che vi ha interesse, copia di ogni documento utile allo scopo, relativo agli infortuni sul lavoro, alle malattie professionali e alle lavorazioni precedenti.

2. A richiesta dell'organismo assicuratore obbligato l'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e l'« Instituto Nacional de Previsión » procede al controllo dei richiedenti e beneficiari di prestazioni per infortunio sul lavoro o malattia professionale che risiedano o soggiornino nel territorio del rispettivo Stato, nelle condizioni previste dalla propria legislazione e senza pregiudizio degli accertamenti ai quali possa ricorrere direttamente l'organismo assicuratore obbligato ai sensi della propria legislazione.

3. Le spese eventualmente sostenute per speciali esami medici o per periodi di osservazione in ospedale, come pure le spese di viaggio dei beneficiari di rendita per presentarsi alle visite di controllo, sono rimborsate dall'organismo assicuratore obbligato sulla base delle tariffe dell'organismo che ha effettuato il controllo, su presentazione di una distinta dettagliata, in conformità all'articolo 47, paragrafo 2.

Capitolo 3

Assicurazioni malattie, morte (indennità funerarie), tubercolosi, maternità e disoccupazione

Articolo 32

1. Se un assicurato, che dal territorio di uno Stato contraente si reca in quello dell'altro Stato, invoca le disposizioni della Convenzione per beneficiare delle prestazioni delle assicurazioni per i casi di malattia, di morte (indennità funerarie), di tubercolosi, di maternità e di disoccupazione, egli è tenuto a presentare all'organismo assicuratore competente dello Stato contraente, nel cui territorio si è recato, un certificato, il cui modello verrà concordato tra le Autorità competenti dei due Stati contraenti, dal quale risultino i periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione e assimilati, compiuti nel primo Stato.

Detto certificato è rilasciato, su domanda dell'assicurato:

in Italia, dall'ufficio provinciale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie competente secondo il luogo di residenza dell'interessato,

in Spagna, dalle Delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Previsión ».

Detto certificato deve essere rilasciato, possibilmente, prima del trasferimento dell'assicurato nel territorio dell'altro Stato contraente.

2. Se l'assicurato non è in grado di presentare il certificato previsto al paragrafo 1, l'organismo assicuratore competente per la concessione delle prestazioni è tenuto a richiedere il certificato stesso all'organismo assicuratore dell'altro Stato contraente, previsto al paragrafo 1, secondo periodo.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 valgono anche per i familiari aventi diritto.

Articolo 33

1. L'assicurato che ha un diritto a prestazioni di malattia, di tubercolosi o di maternità nei confronti dell'organismo assicuratore di uno dei due Stati contraenti e che, dopo il verificarsi dell'evento assicurativo, si reca nel territorio dell'altro Stato, conserva il diritto alle prestazioni, qualora il competente organismo assicuratore, prima del trasferimento, abbia consentito al trasferimento stesso. Tale consenso può essere negato solo per ragioni inerenti allo stato di malattia dell'assicurato. Per le prestazioni in caso di maternità il consenso può essere dato anche prima che si verifichi l'evento assicurativo. L'organismo assicuratore può concedere il consenso posticipatamente, qualora esistano le condizioni per la sua concessione e l'assicurato non abbia potuto chiederlo, per giustificati motivi, prima del trasferimento.

2. L'assicurato conserva il diritto alle prestazioni nei confronti dell'organismo assicuratore al quale egli appartiene anche se l'evento assicurativo si verifica nel territorio dell'altro Stato contraente.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 si applicano anche ai familiari aventi diritto degli assicurati nonchè ai beneficiari di pensioni di invalidità, vecchiaia e superstiti o di rendite per infortunio sul lavoro o malattia professionale e ai loro familiari aventi diritto.

4. Nei casi previsti ai paragrafi 1, 2 e 3 l'organismo assicuratore debitore rilascia all'interessato, prima del trasferimento, la dichiarazione di consenso al trasferimento e trasmette copia di tale dichiarazione all'organismo assicuratore delegato per la concessione delle prestazioni ai sensi dei successivi articoli 41 e 43. Per dette dichiarazioni saranno adoperati formulari, i cui modelli verranno concordati tra le Autorità competenti dei due Stati contraenti. Se la dichiarazione non è stata richiesta, per giustificati motivi, prima del trasferimento, essa deve essere richiesta per il tramite dell'organismo assicuratore delegato:

in Italia, all'ufficio provinciale competente dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, o, se tale ufficio non è conosciuto, alla direzione generale dello stesso Istituto, che trasmettono detta richiesta all'ufficio provinciale competente dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, o se tale ufficio non è conosciuto, alla direzione generale dello stesso Istituto, se questo è l'organismo assicuratore debitore,

in Spagna, alle Delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Previsión ».

Articolo 34

1. Nei casi di cui all'articolo 33 le prestazioni in natura sono concesse per il tramite dell'organismo assicuratore delegato secondo le disposizioni valevoli per tale organismo.

2. Nel caso in cui sia necessario un ricovero in ospedale, l'organismo assicuratore delegato comunica senza indugio all'organismo assicuratore debitore la data della entrata in ospedale e, a suo tempo, la data della dimissione. Prima dell'inizio dell'ultimo mese di ospedalizzazione cui l'interessato abbia diritto, l'organismo assicuratore delegato ne informa l'organismo assicuratore debitore. Qualora l'organismo assicuratore debitore non dia il suo consenso alla continuazione del ricovero in ospedale, il suo obbligo di rimborso cessa con l'ottavo giorno successivo a quello in cui la comunicazione della relativa decisione è pervenuta all'organismo assicuratore delegato.

3. Le spese per le prestazioni in natura ai sensi dei paragrafi 1 e 2 sono rimborsate dall'organismo assicuratore debitore, in base a una distinta inviata dall'organismo assicuratore delegato alla fine di ogni caso di malattia, in conformità

dell'articolo 47, paragr. 2. Le prestazioni in natura che non possono essere indicate singolarmente sono computate in base ad una quota per giornata di malattia desunta dai risultati contabili dall'organismo assicuratore delegato per l'esercizio precedente.

Articolo 35

1. Per la concessione delle prestazioni in denaro per inabilità al lavoro l'organismo assicuratore delegato, dopo l'accertamento dell'inabilità al lavoro, trasmette senza indugio all'organismo assicuratore debitore una apposita comunicazione nella quale deve essere indicata anche la durata prevedibile della inabilità al lavoro. L'organismo assicuratore debitore comunica senza indugio all'organismo assicuratore delegato la misura e la durata massima delle prestazioni in denaro. In caso di prolungamento della inabilità al lavoro oltre la durata prevedibile indicata nella comunicazione di cui al primo periodo, l'organismo assicuratore delegato trasmette senza indugio all'organismo assicuratore debitore una apposita comunicazione nella quale deve essere indicata la ulteriore durata prevedibile della inabilità al lavoro

2 Le prestazioni in denaro ai sensi del paragrafo 1 sono corrisposte ai beneficiari dell'organismo assicuratore debitore, in base alle comunicazioni e per il tramite dell'organismo assicuratore delegato, in conformità all'articolo 47, paragrafo 2.

Articolo 36

L'organismo assicuratore delegato effettua il controllo degli aventi diritto alle prestazioni nello stesso modo che se si trattasse di propri assicurati.

Articolo 37

1 I familiari aventi diritto di un lavoratore assicurato in uno dei due Stati contraenti, che risiedono nel territorio dell'altro Stato, ricevono le prestazioni in caso di malattia, tubercolosi e maternità dell'organismo assicuratore competente di questo Stato secondo le disposizioni valevoli per tale organismo.

2. Per l'applicazione del paragrafo 1 l'organismo assicuratore dello Stato contraente nel cui territorio il lavoratore è assicurato comunica senza indugio all'organismo assicuratore delegato per la concessione delle prestazioni la data di inizio dell'assicurazione del lavoratore e, dopo la cessazione dell'assicurazione, la data di tale cessazione Quest'ultima comunicazione ha effetto dall'ottavo giorno successivo a quello in cui essa è pervenuta all'organismo delegato.

3. Le spese derivanti dalla concessione delle prestazioni indicate al paragrafo 1 sono a carico dell'organismo assicuratore competente dello Stato in cui il lavoratore è assicurato. Tali spese sono corrisposte in modo forfetario mediante trasferimento all'organismo assicuratore delegato di una quota mensile per ciascun familiare avente diritto dei lavoratori indicati nel paragrafo 2 tale quota è determinata dalle Autorità competenti dei due Stati contraenti, entro il 1° luglio di ciascun anno, sulla base dei risultati contabili dell'organismo assicuratore debitore per l'esercizio precedente Detto trasferimento si effettua in conformità all'articolo 47 paragrafo 2. Tuttavia le Autorità competenti dei due Stati contraenti potranno concordare un diverso sistema di rimborso, qualora il sistema previsto nel presente paragrafo si dimostri di difficile applicazione.

Articolo 38

1. I beneficiari di pensioni dell'assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti o di rendite dell'assicurazione infortuni sul lavoro e malattie professionali a carico degli organismi assicuratori di uno dei due Stati contraenti e i loro familiari aventi diritto, ricevono, in caso di residenza nel territorio dell'altro Stato, le prestazioni di malattia, tubercolosi e maternità dall'organismo assicuratore competente di questo Stato in conformità a quanto stabilito nel paragrafo 2 e secondo le disposizioni valevoli per l'organismo delegato

2 Per l'applicazione del paragrafo 1 l'organismo assicuratore competente dello Stato contraente in cui trovasi l'organismo debitore della pensione o rendita comunica senza indugio all'organismo assicuratore delegato per la concessione delle prestazioni di cui al medesimo paragrafo 1 la data di inizio e a suo tempo quella di cessazione del diritto a tali prestazioni.

3. Le spese derivanti dalla concessione delle prestazioni indicate al paragrafo 1 sono a carico dell'organismo assicurativo competente dello Stato in cui trovasi l'organismo debitore della pensione o rendita Tali spese sono corrisposte in modo forfetario mediante il trasferimento all'organismo assicuratore delegato di una quota mensile per ciascun beneficiario e familiare avente diritto

La determinazione di tale quota e i relativi trasferimenti si effettuano con le modalità indicate all'articolo 37, paragrafo 3.

Articolo 39

1. Per la concessione della indennità funeraria in caso di morte dell'assicurato agli aventi diritto che risiedono nell'altro Stato contraente, l'organismo assicuratore debitore richiede all'organismo assicuratore dell'altro Stato contraente, competente per il luogo di residenza degli aventi diritto, le informazioni necessarie. L'organismo assicuratore debitore trasmette quindi all'organismo assicuratore dell'altro Stato contraente, in conformità all'articolo 47, paragrafo 2, la somma necessaria per il pagamento

2. Per l'applicazione delle disposizioni italiane concernenti la indennità funeraria in caso di morte di un familiare, le disposizioni del paragrafo 1, primo periodo, si applicano in modo corrispondente allorche un familiare muoia nel territorio dell'altro Stato contraente.

Articolo 40

1 Per le comunicazioni previste agli articoli 34 e 39 saranno adoperati formulari, i cui modelli verranno concordati tra le Autorità competenti dei due Stati contraenti

2 Tali comunicazioni devono essere effettuate per posta raccomandata.

Articolo 41

Gli organismi assicuratori delegati a concedere le prestazioni previste agli articoli 34 a 39 sono:

in Italia, l'ufficio provinciale dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie competente secondo il luogo di residenza o soggiorno dell'interessato;

in Spagna, le Delegazioni provinciali dell'« Instituto Nacional de Previsión ».

Articolo 42

Per la concessione delle prestazioni in denaro in caso di maternità alle lavoratrici a domicilio e alle addette ai servizi familiari, sono competenti da parte italiana la direzione generale e gli uffici provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale.

Articolo 43

Per la concessione delle prestazioni in caso di tubercolosi si osservano le seguenti varianti:

1) in luogo della direzione generale e degli uffici provinciali dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie sono competenti da parte italiana la direzione generale e gli uffici provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale,

2) le spese per le prestazioni ai familiari che risiedono in Italia sono rimborsate con le modalità previste all'articolo 34, paragrafo 3

PARTE III

Disposizioni diverse e finali

Articolo 44

Le disposizioni del presente Accordo valgono anche in quanto compatibili, per il « Mutualismo Laboral »

Tuttavia le disposizioni concernenti la totalizzazione dei periodi di lavoro, di iscrizione, di assicurazione, di contribuzione ed assimilati si applicano soltanto per quanto concerne il periodo di lavoro di cui all'articolo 17, paragrafo 2, della Convenzione

Le disposizioni concernenti la riduzione pro rata temporis delle pensioni di invalidità, vecchiaia e superstiti non si applicano alle corrispondenti pensioni del « Mutualismo Laboral ».

Articolo 45

1 Per l'applicazione della Convenzione e del presente Accordo gli organismi assicuratori dei due Stati contraenti tengono conto dei periodi di lavoro, di assicurazione, di iscrizione, di contribuzione e assimilati, compiuti anteriormente all'entrata in vigore della Convenzione stessa, come se questa fosse stata in vigore nel corso del loro compimento.

2 Ai fini della totalizzazione dei periodi di contribuzione e assimilati nel regime italiano di assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti sono presi in considerazione anche i periodi per i quali sia stato fatto luogo, in ragione della nazionalità del lavoratore, alla restituzione dei contributi versati nel regime spagnolo del « Mutualismo Laboral ».

Articolo 46

1 Le prestazioni per eventi verificatisi prima della data di entrata in vigore della Convenzione e non ancora richieste a tale data sono determinate in conformità alle disposizioni della Convenzione e del presente Accordo, su domanda degli interessati.

2 Le prestazioni già richieste o determinate prima della data di entrata in vigore della Convenzione sono concesse o eventualmente determinate di nuovo in conformità alle disposizioni della Convenzione e del presente Accordo, senza nuova domanda A tale effetto non costituisce ostacolo l'efficia giuridica di precedenti decisioni.

3 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 si applicano soltanto alle pensioni dell'assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti ed alle rendite dell'assicurazione infortuni sul lavoro e malattie professionali

4 Se la domanda di cui al paragrafo 1 è presentata entro il termine di due anni dalla data di entrata in vigore della Convenzione, non può opporsi la prescrizione o decadenza prevista dalle legislazioni dei due Stati contraenti

5 Le prestazioni di cui ai paragrafi 1 e 2 sono concesse a decorrere dalla data di entrata in vigore della Convenzione.

Articolo 47

1 Tutti i trasferimenti di somme tra i due Stati contraenti derivanti dal presente Accordo si effettuano, come previsto all'articolo 12, lettera p), dell'Accordo di pagamento fra l'Italia e la Spagna stipulato il 26 marzo 1952, tramite il « Conto Generale dollari USA » di cui all articolo 2 dello stesso Accordo e con le modalità attualmente previste da tale Accordo o con quelle che eventualmente saranno in vigore all atto del trasferimento.

2 Le liquidazioni fra gli organismi assicuratori, specificate agli articoli 31, 34, 35, 37 o 39 del presente Accordo, si effettuano per trimestri solari e i relativi trasferimenti si effettuano nella forma prevista al paragrafo 1 entro il primo mese del trimestre successivo

La prima liquidazione si effettuerà entro il primo trimestre solare successivo a quello dell'entrata in vigore del presente Accordo

Articolo 48

Il presente Accordo entra in vigore contemporaneamente alla Convenzione

Fatto a Madrid il venticinque novembre del millenovecentocinquantasette, in quattro originali, due in lingua italiana e due in lingua spagnola, i cui testi fanno ugualmente fede.

In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari hanno munito il presente Accordo delle loro firme e dei loro sigilli.

Per la Repubblica Italiana:
GIULIO DEL BALZO DI PRESENZANO

Per lo Stato Spagnolo:
FERNANDO M. CASTIELLA

(1434)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 15 marzo 1958 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig Juan Bautista de Andrada-Vanderwilde y de Barraute, Console di Spagna a Palermo, con giurisdizione sulle province della Sicilia.

(1563)

In data 15 marzo 1958 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Juan Urrutia Trabuco, Console del Cile a Milano.

(1564)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

Il dott. Luigi Gabrielli, nato a Sant'Arcangelo di Romagna il 31 agosto 1922, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di medico-chirurgo, rilasciatogli dalla Università di Bologna, in data 29 novembre 1947, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso di laurea da lui sostenuti nell'anno accademico 1946 47.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bologna.

(1384)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Esito di ricorso

Con decreto Presidenziale in data 12 febbraio 1958, registrato alla Corte dei conti il 12 marzo 1958, registro n 2 Marina mercantile, foglio n. 220, il ricorso straordinario proposto dal sig Vollono Vincenzo avverso il provvedimento del Comitato direttivo dell'Ente autonomo del porto di Napoli, con il quale si respinge la sua istanza di applicazione della legge 27 febbraio 1955, n. 53, e lo si dispensa dal servizio, su conforme parere del Consiglio di Stato in adunanza generale, è stato accolto.

(1565)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di relitti di alveo in sinistra del torrente Bruzzano in comune di Bruzzano Zeffirio (Reggio Calabria).

Con decreto 26 ottobre 1957, n 48/263, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con quello per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato di relitti fluviali in sinistra del torrente Bruzzano in comune di Bruzzano Zeffirio (Reggio Calabria), contigui e residuati a quel relitto già passato dal Demanio pubblico al patrimonio dello Stato con il decreto interministeriale 31 ottobre 1953, n 1057, della superficie complessiva di mq 5 700, segnati nel catasto del Comune al foglio n 19, particella 37/*a*; 37/*b*, 127/*b*, 127/*c* ed indicati nella planimetria 15 luglio 1953 in scala 1 2000 rilasciata dall'Ufficio tecnico erariale di Reggio Calabria, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(1419)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 73

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 29 marzo 1958

1 Dollaro USA	624,80
1 Dollaro canadese	639,937
1 Franco svizzero lib	145,862
1 Corona danese	90,192
1 Corona norvegese	87,215
1 Corona svedese	120,265
1 Fiorino olandese	164,11
1 Franco belga	12,50
100 Franchi francesi	147,78
1 Franco svizzero acc.	142,365
1 Lira sterlina	1745,212
1 Marco germanico	148,54
1 Scellino austriaco	23,999

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 9

In conformità delle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 37 della legge 12 agosto 1957, n. 752, si notifica che, ai termini dell'art. 73 del citato regolamento è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati nuovi certificati:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione Lire
Rendita 5 % (1935)	205867	Lapiccirella Mauro, dom. in Manfredonia (Foggia) . . .	1.000 —
B. T. N. 5 % (1950) Serie 31	228	Ceccarini Fioretta di Gaetano, nubile, dom. a Roma, con usufrutto a De Angelis Angela fu Giovanni maritata Ceccarini	300 —
Id. Serie 34	280	Come sopra	50 —
P. R. 3,50 % (1934)	275866 (nuda proprietà)	Centola Umberto fu Giuseppe, dom. a Bari, con usufrutto vitalizio a Pizzicara-Rosina fu Nicola vedova Centola Francesco, dom. a Sant'Arcangelo (Potenza)	189 —
Id.	357025 (nuda proprietà)	Centola Umberto fu Giuseppe, dom. a Sant'Arcangelo (Potenza), con usufrutto, come sopra	199,50
Id.	389125 (nuda proprietà)	Come sopra	252 —
Rendita 5 % (1935)	216819	Angeli Luciana fu Maria, minore sotto la tutela di Angeli Elisabetta di Arturo in Frisoni, dom. a Trieste . . .	1.630 —
P. R. 3,50 % (1934)	205338	Piraino Camilla fu Enrico, moglie di Mirabile Alfredo, con usufrutto a Di Maria Alleri Tommaso fu Casimiro, dom. a Palermo	700 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 8 marzo 1958

Il direttore generale: SCIPIONE

(1306)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione dell'indennità ed interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Ente per la colonizzazione del Delta padano

Con decreto Ministeriale n. 3847/1751 in data 3 febbraio 1958, registrato alla Corte dei conti in data 28 febbraio 1958 (registro n. 4 Agricoltura, foglio n. 17) è stata determinata in via definitiva in L. 10 226 401,10 (lire diecimilioniduecentoventiseimilaquattrocentouno e cent. 10), l'indennità per i terreni espropriati in agro del comune di Codigoro (Ferrara), della superficie di ettari 100 89 47 nei confronti della ditta LAMBERTI Felice fu Fedele e BERTOTTI Clotilde di Annibale in LAMBERTI e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione del Delta padano, in forza del decreto Presidenziale in data 18 dicembre 1952, n. 3170, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 13 del 17 gennaio 1953 (supplemento ordinario n. 1).

Con lo stesso decreto Ministeriale sono stati, inoltre, determinati ai sensi dell'art. 6 della legge 15 marzo 1956, n. 156, gli interessi relativi al predetto indennizzo nella misura di L. 2 533 839 (lire duemilionicinquecentotrentatremilaottocentotrentanove).

La predetta indennità e gli interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore di L. 12 755 000 (lire dodicimilionisettecentocinquantacinquemila) arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso la Banca Nazionale dell'Agricoltura, sede di Bologna, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della citata legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione di tale indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 286 del 20 novembre 1957.

(1490)

Determinazione dell'indennità ed interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria. (Rettifica).

Nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana in data 6 marzo 1958, n. 57, alla pag. 955, colonna 1ª, avviso concernente la ditta PIANA Tomaso fu Pancrazio, righe 7ª e 8ª, in luogo di: « PIANA Tomaso fu Pancrazio », leggasi: « PIANA Tomaso Agostino fu Pancrazio ».

(1499)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Sostituzione di due componenti la Commissione giudicatrice per gli esami di avvocato

IL GUARDASIGILLI MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto Ministeriale 4 marzo 1958, registrato alla Corte dei conti in data 10 detto mese, con cui è stata nominata la Commissione giudicatrice per gli esami di avvocato per l'anno 1958,

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del magistrato di Cassazione Palermo dott Letterio Livio e del professor Iemolo Carlo Arturo, rispettivamente, presidente supplente e componente di detta Commissione perche entrambi hanno declinato l'incarico per impegni professionali;

Decreta:

Il dott Aromatisi Giuseppe, sostituto procuratore generale presso la Corte di cassazione e il prof. Gismondi Pietro, dell'Università degli studi di Firenze, residente in Roma, sono nominati, rispettivamente, presidente supplente e componente effettivo della Commissione per gli esami di avvocato, in sostituzione del magistrato di Cassazione Palermo dott. Letterio Livio e del prof. Iemolo Carlo Arturo

Roma, addì 12 marzo 1958

Il Ministro: GONELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 marzo 1958
Registro n. 23 Grazia e giustizia, foglio n 235. — BOVIO

(1602)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Concorso per esame e per titoli ad otto posti di chimico in prova nel ruolo del personale civile dei chimici per le Direzioni armi ed armamenti navali.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, che approva il testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato,

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, concernente le norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n 368, sulle norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n 678, con il quale vengono stabilite le nuove norme sulle documentazioni amministrative e sulla legalizzazione delle firme,

Decreta:

Art 1

E' indetto un concorso per esame e per titoli a otto posti di chimico in prova nel ruolo del personale civile dei chimici per le direzioni Armi ed Armamenti navali.

Art 2

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti·

a) essere fornito di diploma di laurea in chimica o chimica industriale, ovvero di diploma di ingegnere chimico o ingegnere industriale, nonchè del diploma comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione, oppure il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione stessa, a norma del regio decreto-legge 27 gennaio 1944, n 51, e successive estensioni, nonche del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 22 aprile 1947, n. 284;

b) essere cittadino italiano. Sono equiparati ai cittadini dello Stato coloro che appartengono alle Provincie geograficamente italiane e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtu di apposito decreto;

c) non essere stati esclusi dall'elettorato attivo politico,

d) avere sempre tenuto regolare condotta civile e morale;

e) essere di sana e robusta costituzione fisica ed esenti da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio,

f) aver ottemperato alla legge sul reclutamento militare, e cio per i soli candidati di sesso maschile;

g) non essere incorsi nella destituzione nella pubblica Amministrazione,

h) non essere stati dispensati dall'impiego nella pubblica Amministrazione,

i) non essere incorsi nella decadenza dall'impiego nella pubblica Amministrazione, per aver conseguito l'impiego medesimo mediante produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile;

l) non aver superato i 32 anni di età, salve le elevazioni di cui al successivo art 4.

Art 3.

Le domande di ammissione al concorso, compilate su carta da bollo da L 200 e firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno pervenire al Ministero della difesa-Marina (Direzione generale dei personali civili e degli affari generali - Divisione personali civili, Sezione 2ª) non oltre trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, corredate dal certificato attestante i voti riportati negli esami speciali ed in quello di laurea, nonchè di tutti i titoli che il candidato riterra opportuno produrre per certificare la propria preparazione tecnica e l'attitudine all'ufficio cui aspira

Nelle domande il candidato dovra dichiarare:

1) le complete generalità;
2) la data ed il luogo di nascita,
3) il possesso della cittadinanza italiana;
4) che non è stato escluso dall'elettorato attivo politico
5) che non è incorso nella destituzione nella pubblica Amministrazione,
6) che non e stato dispensato dall'impiego nella pubblica Amministrazione,
7) che non e incorso nella decadenza dall'impiego nella pubblica Amministrazione, per aver conseguito l'impiego stesso mediante produzione di documenti falsi o viziati di invalidita non sanabile,
8) che non ha superato i 32 anni di eta, salvo le elevazioni di cui al successivo art 4,
9) il titolo di studio,
10) la sua posizione nei confronti degli obblighi militari (per i candidati di sesso maschile),
11) le eventuali condanne penali riportate,
12) se intenda avvalersi della facoltà di cui al n. 3) del programma di esami, circa la prova di lingue estere,
13) che e disposto ad accettare la destinazione assegnatagli all'atto della nomina,
14) il suo preciso recapito

La firma che l'aspirante apporrà in calce alla domanda dovra essere autenticata dal notaio o dal segretario comunale del luogo in cui egli risiede

Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale essi prestano servizio

L'ammissione al concorso potrà essere negata dal Ministro con suo decreto motivato.

Art 4

Il limite massimo di età, di cui all'art 2, lettera *l*), è elevato ai sensi delle vigenti disposizioni·

1) ad anni 37 per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 settembre 1936, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualita di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 o della guerra di liberazione ed infine per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati in territorio nemico e per i profughi dell'Africa italiana e dei territori di confine;

2) ad anni 39 per i decorati di medaglia al valor militare o croce di guerra al valor militare oppure ai promossi per merito di guerra;

3) ad anni 45 per i mutilati ed invalidi di guerra o mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, mutilati ed invalidi per servizio ovvero per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, nonchè per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, oppure siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale.

Per coloro che furono colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite di età, il periodo intercorso tra il 5 ottobre 1938 e sei mesi dopo l'entrata in vigore del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25.

Il limite massimo di anni 32 di età è elevato anche:

a) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima

La elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*) e tutte con quelle previste dai numeri 1) e 2) del presente articolo, purchè complessivamente non si superino i 40 anni

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti degli aspiranti che, alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, già rivestano la qualifica di impiegati statali di ruolo.

Art 5

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti all'atto di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I titoli di precedenza per la nomina all'impiego, anche se vengono ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati entro il termine stabilito dal primo comma del successivo art. 6.

Art 6.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale e che intendano far valere i *titoli di preferenza o di precedenza* nella nomina devono far pervenire al Ministero della difesa-Marina (Direzione generale dei personali civili e degli affari generali - Divisione personali civili, Sezione 2ª) i *documenti* attestanti il possesso di tali titoli, entro il termine perentorio di trentacinque giorni dalla data dell'apposito dispaccio ministeriale

A tal fine i candidati ex combattenti e categorie assimilate presenteranno, oltre alla copia dello stato di servizio o del foglio matricolare su carta bollata da L 200, annotata delle benemerenze, anche la prescritta dichiarazione integrativa dei servizi resi in zone di operazioni, da rilasciarsi dai competenti distretti militari su carta bollata da L. 100, tale dichiarazione dovrà essere rilasciata in data posteriore al 21 marzo 1948, ai sensi e per gli effetti del decreto legislativo 4 marzo 1948, n 137

I candidati, invece, che abbiano la qualifica di partigiano combattente oppure di mutilato od invalido per la lotta di liberazione dovranno esibire i provvedimenti adottati dalla Commissione di cui al decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n 518, contenente il formale riconoscimento delle rispettive qualifiche

I mutilati ed invalidi di guerra o per la lotta di liberazione dovranno, inoltre, presentare un certificato mod 69, rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure il decreto di concessione della pensione o, in mancanza, apposita attestazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, nella quale dovranno essere indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido ai fini dell'iscrizione nei ruoli provinciali dell'Opera in parola.

I mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione, da cui risulti la categoria di pensione loro concessa, oppure l'estratto del referto medico collegiale, dal quale risulti la descrizione sommaria dell'invalidità, ovvero il documento istituito con decreto Ministeriale 23 marzo 1948 (mod 69-*ter*), rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendevano all'atto in cui contrassero l'invalidità

Gli orfani dei caduti in guerra o per la lotta di liberazione ed i figli degli invalidi di guerra o per la lotta di liberazione dovranno dimostrare tale loro qualità, i primi mediante il certificato in carta bollata rilasciato dal competente comitato dell'Opera nazionale della protezione ed assistenza agli orfani di guerra, gli altri, con l'esibizione della dichiarazione mod 69, a nome del padre del candidato, oppure di un apposito certificato su carta bollata da L 100, del sindaco del Comune di abituale residenza, sulla conforme dichiarazione di tre testimoni.

Gli orfani dei caduti per servizio dovranno dimostrare tale loro qualità mediante certificato in bollo mod 69-*ter*, rilasciato dall'Amministrazione da cui dipendeva il genitore deceduto per causa di servizio, attestante detta circostanza.

I cittadini che furono deportati dal nemico dovranno far risultare tale circostanza mediante attestazione in carta bollata da L. 100, rilasciata dal prefetto, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n 27

I profughi dell'Africa italiana, che si trovano nelle condizioni stabilite dall'art 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n 104, dovranno comprovare tale loro qualità mediante certificato in bollo, rilasciato ai sensi dell'art. 5 del decreto Ministeriale 10 giugno 1948.

I profughi dei territori di confine, che si trovano nelle condizioni stabilite dal decreto legislativo 3 settembre 1947, n 885, dovranno comprovare tale loro qualità con apposito certificato in bollo, rilasciato, nei modi previsti dal decreto del Presidente del Consiglio 1° giugno 1948, dal prefetto della Provincia ove risiedono o dal Prefetto di Roma, se risiedono all'estero.

Gli aspiranti che intendano far valere, a qualsiasi titolo, le loro condizioni familiari dovranno esibire lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100.

Art 7.

La graduatoria è approvata con decreto Ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego

A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati a far pervenire al Ministero della difesa Marina (Direzione generale dei personali civili e degli affari generali - Divisione personali civili, Sezione 2ª), entro il termine perentorio di trentacinque giorni dalla data del relativo dispaccio ministeriale, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta bollata da L 100, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine;

2) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo da L 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza,

3) certificato generale del casellario giudiziale, in bollo da L. 200, rilasciato dalla Procura della Repubblica competente,

4) diploma di laurea nonchè diploma comprovante il superamento dell'esame di Stato per l'esercizio della professione, o certificato di abilitazione provvisoria, in originale o copia notarile, oppure certificato provvisorio rilasciato dalla Università, sostitutivo a tutti gli effetti del diploma originale di laurea

Coloro che dimostreranno di trovarsi nell'impossibilità di presentare il diploma originale o la copia autentica di esso, perchè distrutti o dispersi per ragioni direttamente o indirettamente collegate alle vicende belliche, potranno presentare un certificato dell'Ateneo presso cui conseguirono il richiesto titolo di studio,

5) documento militare, munito delle prescritte marche da bollo da L 200:

a) per gli ufficiali in congedo od in servizio, la copia dello stato di servizio;

b) per i sottufficiali e militari di truppa in congedo illimitato od in servizio, la copia del foglio matricolare,

c) per i militari in congedo illimitato provvisorio, cioè arruolati dagli organi di leva in attesa di chiamata alle armi della propria classe oppure appartenenti a classi già chiamate alle armi ma non ancora incorporati perchè ammessi ai benefici del ritardo o del rinvio previsti dalle vigenti disposizioni, la copia del foglio matricolare,

d) per i riformati in rassegna (dopo l'arruolamento, in sede di selezione attitudinale o durante la presentazione del servizio alle armi), la copia del foglio matricolare;

e) per i rivedibili o riformati dalla Commissione di leva, certificato di esito di leva in bollo da L 100;

f) per gli iscritti di leva (giovani, cioè, che appartengono a classe non ancora chiamata alla leva), certificato di esito di leva in bollo da L 100

I certificati di esito di leva debbono essere rilasciati dai sindaci e vistati, per conferma, dai commissari di leva

Per gli appartenenti alla leva di mare, i certificati di esito di leva debbono essere rilasciati dalla capitaneria di porto.

Non è ammessa la presentazione del foglio di congedo;

6) certificato medico in bollo da L. 100, rilasciato da un ufficiale medico militare o dal medico provinciale o dal medico condotto o dall'ufficiale sanitario, dal quale risulti che il candidato sia di sana e robusta costituzione fisica ed esente da difetti od imperfezioni che influiscano sul rendimento del servizio

Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se l'imperfezione stessa non menomi l'attitudine al servizio

Per gli aspiranti invalidi di guerra, invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, invalidi per servizio, il certificato medico deve essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza dell'aspirante e contenere, ai sensi, rispettivamente, dell'art 3 della legge 3 giugno 1950, n 375, e dell'art 3 della legge 24 febbraio 1953, n 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute o alla incolumità degli altri

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, la facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso,

7) certificato di godimento dei diritti politici, in carta da bollo da L 100

I candidati impiegati statali di ruolo dovranno produrre

a) copia integrale dello stato matricolare,

b) titolo di studio,

c) certificato medico

I concorrenti che si trovino alle armi possono presentare soltanto i seguenti documenti:

A) titolo di studio,

B) estratto dell'atto di nascita,

C) certificato generale del casellario giudiziale;

D) copia dello stato di servizio o del foglio matricolare militare,

E) certificato su carta bollata da L 100, rilasciato dal comandante del Corpo al quale essi appartengono, comprovante la loro idoneita fisica a coprire il posto al quale aspirano

I candidati indigenti hanno la facolta di produrre in carta libera tutti i documenti, ad eccezione del titolo di studio e del documento militare purchè dai documenti stessi risulti esplicitamente la condizione di povertà, mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza

I sottonotati documenti debbono essere di data non inferiore a tre mesi da quella del ricevimento della comunicazione di cui al secondo comma del presente articolo:

1) certificato di cittadinanza italiana,

2) certificato di godimento dei diritti politici;

3) certificato generale del casellario giudiziale,

4) certificato medico.

Non e ammesso fare riferimento a documenti presentati presso altre Amministrazioni.

Art 8

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, gli aspiranti dovranno produrre una fotografia di data recente, applicata su carta da bollo da L. 200, con firma autenticata dal sindaco o dal notaio

Se l'aspirante e dipendente di ruolo di un'Amministrazione statale potra limitarsi ad esibire il libretto ferroviario personale.

Art 9

Gli esami consisteranno normalmente in prove scritte, pratiche ed orali, giusta il programma di cui al presente decreto

Essi avranno luogo in La Spezia od, eventualmente, in altra sede che il Ministero si riserva designare e le prove scritte si svolgeranno nei giorni che saranno comunicati agli interessati non meno di quindici giorni prima dell'inizio di esse

Del diario delle prove sara dato avviso, nello stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Art 10

La Commissione giudicatrice sarà così composta:

presidente, un magistrato amministrativo o ordinario con qualifica non inferiore a consigliere di Stato o corrispondente,

membri, due docenti universitari delle materie su cui vertono le prove d'esame e due impiegati delle carriere direttive dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a direttore di divisione;

segretario, un impiegato delle carriere direttive dell'Amministrazione con qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe.

Alla Commissione potranno essere aggregati uno o piu esperti per le lingue estere

Art 11.

I temi delle prove scritte e pratiche saranno formulati dalla Commissione giudicatrice e, sempre quando cio sia possibile, immediatamente prima dell'inizio di ciascuna prova

Prima di sottoporre i candidati alle prove di esame, la Commissione procedera alla ricognizione e valutazione di tutti i titoli che i candidati stessi avranno creduto presentare per certificare la propria preparazione tecnica e l'attitudine all'ufficio cui aspirano.

All'uopo potra essere attribuito a ciascun concorrente un punteggio non superiore a 5/10.

Art. 12.

Per ogni prova scritta, pratica ed orale, la Commissione dispone di 10 punti

Ai candidati che conseguono l'ammissione alla prova orale deve esserne data comunicazione, con l'indicazione del voto riportato in ciascuna delle prove scritte

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato nelle prove scritte una media di 7/10 e non meno di 6/10 in ognuna di esse

L'avviso per la presentazione alla prova orale deve essere data ai singoli interessati almeno venti giorni prima di quello in cui debbono sostenerla

La prova orale non si intenderà superata se il candidato non avra conseguito almeno 6/10.

Al termine di ogni seduta dedicata alla prova orale, la Commissione giudicatrice formerà l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione dei voti riportati

L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della Commissione, sarà affisso nel medesimo giorno nell'albo dell'Amministrazione

La classificazione dei candidati in graduatoria verra fatta sommando il voto conseguito nella valutazione dei titoli, la media dei voti riportati nelle prove scritte, quella dei voti riportati nelle prove pratiche ed il voto ottenuto agli orali, piu l'aumento dell'eventuale coefficiente per la prova facoltativa

A parità di merito saranno osservate le norme di cui al quarto comma dell'art 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Espletate le prove di concorso, la Commissione formera la graduatoria di merito, con l indicazione del punteggio per ciascun candidato

Il Ministero, con proprio decreto, riconosciuta la regolarita del procedimento, approvera la graduatoria e dichiarera i vincitori del concorso

La graduatoria del concorso e quella dei candidati dichiarati idonei sara pubblicata nel Foglio d'ordini del Ministero e ne sarà data notizia mediante avviso da pubblicare nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica

Dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorrerà il termine per le eventuali impugnative.

Art 13

I vincitori del concorso conseguiranno la nomina in prova che verra disposta con decreto del Ministro

La nomina dell impiegato che, per giustificato motivo, assumera servizio con ritardo sul termine prefissogli decorrera, agli effetti economici, dal giorno in cui prenderà servizio.

Colui che avrà conseguito la nomina, se non assumera servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito, decadra dalla nomina stessa.

Art 14

Il personale ammesso all'impiego sarà assunto temporaneamente in prova per il periodo di sei mesi, trascorso il quale se, a giudizio del Consiglio di amministrazione, avra dimostrato capacità, diligenza e buona condotta, conseguira la nomina in ruolo con lo stipendio e gli altri assegni stabiliti per la qualifica di chimico.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, a termine dei quali, ove il giudizio fosse ancora sfavorevole, il Ministro dichiarerà la risoluzione del rapporto d'impiego con decreto nominativo.

In tal caso spetterà all'impiegato una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Qualora entro tre mesi dallo scadere del periodo di prova non fosse intervenuto un provvedimento di proroga ovvero un giudizio sfavorevole, la prova si intenderà conclusa favorevolmente.

Art. 15

Il programma di esami è il seguente:

Prove scritte

1) Risoluzione di un problema comportante la conoscenza dei seguenti argomenti di chimica fisica.

Equazione di stato dei gas ideali. Il secondo principio della termodinamica. Il primo principio della termodinamica. L'entropia. L'energia libera. L'entalpia o contenuto termico. Il potenziale termodinamico. Condizioni di equilibrio. Equazione di Gibbs Helmotz e di Clapeyron. La velocità delle molecole e il numero di Avogadro. I colori molecolari dei gas e la costante di Boltzman. Sistemi ad un componente. I liquidi e i gas reali (equazione di Van der Waals. Effetto Jole Thomson). Liquefazione. Punto critico ed il teorema degli stati corrispondenti. Sistemi a due componenti. Leggi e teorie sulle soluzioni diluite. Miscugli binari. Tensioni parziali e totali, distillazione. Analisi termica. Sistemi ternari. I colloidi (definizione, proprietà e mezzi di indagine). I sistemi a più componenti e la regola delle fasi. L'equilibrio chimico e la legge dell'azione delle masse. Reazioni gassose. Reazioni eterogenee. Influenza della pressione su un equilibrio. Termochimica. Il calore di reazione e la sua dipendenza della temperatura. Calcolo del calore di formazione. L'affinità o lavoro massimo nei processi chimico-fisici. Variazioni dello stato di equilibrio con la temperatura. L'azione della corrente elettrica sugli elettroliti. Leggi di Faraday. Equivalente elettrochimico. *Numero di trasporto.* Conducibilità elettrica degli elettroliti. Leggi di Konlrausch. Dissociazione elettrolica e grado di dissociazione. Equilibrio fra joni. Applicazione della legge di azione di massa e gli equilibri degli joni. Costante elettronica. Forza degli elettroliti. Esponente del jone idrogeno (ph). Metodi di determinazione del ph. Titolazione potenziometriche e loro rappresentazione grafica. Generazione di corrente degli elementi galvanici. La misura del f e m. Elementi normali. Il potenziale degli elettrodi (teoria di Nernst). Catena di concentrazione. Vari tipi di elettrodi. Catene di ossidazione o di riduzione. Potenziale di ossidoriduzione (r H). Metodi di misura di totale potenziale. La polarizzazione delle pile. Accumulatori. Polarografo e sue applicazioni. Le equazioni per i tre tipi fondamentali di reazioni. Reazioni riversibili. Reazione a catena. Influenza della temperatura sulla velocità di reazione. Combustioni ed esplosioni.

2) Svolgimento di un tema su uno dei seguenti argomenti di chimica tecnologica. Fabbricazione industriale dell'acido solforico. Oleum e clorodine solforiche. La fissazione dello azoto atmosferico e i prodotti industriali che ne derivano. I metalli leggeri e il loro impiego nella fabbricazione delle leghe di maggiore importanza. Metallurgia del ferro. Ghise. Acciai comuni e speciali. Il cotone e la cellulosa arborea. Loro impiego nelle industrie tessili e degli esplosivi. La glicerina. Diversi procedimenti industriali per la sua fabbricazione. Suo impiego. Altri alcooli usati nella industria degli esplosivi. *Urotropina* e *pentacritrite*. Loro sintesi industriale e prodotti di nitrazione. L'industria del catrame di carbon fossile. Nitroderivati del fenolo e del toluolo. Resine naturali e sintetiche. fabbricazione ed impieghi. L'industria degli oli minerali. Vaselina. Petrolio. Benzine naturali e sintetiche. Lubrificanti. Grassi industriali, animali e vegetali. Industria del sapone. Olio di lino. Gli standoli. Industria delle pitture e vernici. Solventi e plastificanti organici che trovano impiego nella grande industria. Acque, analisi e tecnologia (durezza). Combustibili fossili. Cloro e derivanti. Sostanze chimiche di guerra più importanti (fosgene, iprite, arsine), e protezioni da esse.

3) Traduzione dal francese all'italiano di un brano di chimica-fisica e tecnologia. Idem dal tedesco oppure dall'inglese a scelta del candidato (coefficiente uno). Non è ammesso l'uso del vocabolario. Il candidato può chiedere di sostenere la prova in tutte e tre le lingue indicate.

In tal caso la prova in più è calcolata come prova facoltativa per la quale la valutazione è espressa da un minimo di 0,10 ad un massimo di 0,30 di punto da aggiungersi al voto finale di graduatoria.

La Commissione non può attribuire il minimo anzidetto se il candidato non dimostri di aver sufficiente conoscenza della lingua considerata.

Prove pratiche su miscela di sali

1) Analisi qualitativa. relazione scritta sui risultati ottenuti.

2) Analisi quantitativa, comprendente almeno due determinazioni. relazione scritta sui risultati ottenuti.

La Commissione può autorizzare, per le due prove pratiche anzidette, la consultazione di speciali trattati e determina la durata di esse.

Prova orale

A) Discussione su argomenti di chimica-fisica e di chimica tecnologica, secondo il programma richiesto per le prove scritte.

B) Nozioni amministrative. ordinamento amministrativo dello Stato. stato giuridico ed economico degli impiegati e salariati statali.

Art. 16

Durante il periodo di esperimento verrà corrisposto agli assunti un assegno mensile lordo pari ad un dodicesimo dello stipendio iniziale annuale della qualifica di chimico, oltre l'aggiunta di famiglia spettante in base alle vigenti disposizioni.

Il personale proveniente da altri ruoli conserverà, se superiore, lo stipendio di cui fosse eventualmente provvisto e la eventuale aggiunta di famiglia.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 21 febbraio 1958

p. *Il Ministro* BOVETTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 marzo 1958
Registro n. 11, foglio n. 211

(1552)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi a cattedre universitarie per l'anno 1958

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592,

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238,

Vista la legge 18 dicembre 1952, n. 2754,

Visto il decreto Presidenziale 24 giugno 1954, n. 368,

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16,

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3,

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678,

Sentita la Sezione prima del Consiglio superiore della pubblica istruzione,

Decreta

Art. 1

Sono banditi i seguenti concorsi a cattedre universitarie nelle Facoltà appresso indicate.

Facoltà di giurisprudenza

1) Istituzioni di diritto romano. Università di Ferrara,
2) Storia del diritto italiano. Università di Macerata;
3) Scienza delle finanze e diritto finanziario: Università di Cagliari.
4) Diritto commerciale. Università di Sassari,
5) Diritto internazionale. Università di Urbino;
6) Diritto penale. Università di Cagliari.

Facoltà di economia e commercio.

1) Storia economica. Università cattolica del Sacro Cuore di Milano,
2) Merceologia. Università di Bari.

Facoltà di lettere e filosofia:

1) Storia greca e storia romana con esercitazioni di epigrafia romana. Università di Padova;

2) Letteratura greca. Università di Cagliari,
3) Storia dell'arte medioevale e moderna: Università di Catania,
4) Lingua e letteratura araba Università di Palermo;
5) Paleografia e diplomatica Università di Roma,
6) Storia delle religioni Università di Roma.

Facoltà di magistero
1) Lingua e letteratura italiana: Istituto superiore di magistero pareggiato di Salerno,
2) Pedagogia. Istituto superiore di magistero pareggiato di Genova,
3) Lingua e letteratura inglese Istituto superiore di magistero pareggiato di Catania

Facoltà di medicina e chirurgia
1) Chimica biologica Università di Modena;
2) Microbiologia Università di Sassari,
3) Clinica delle malattie nervose e mentali Università di Palermo,
4) Malattie infettive Università di Sassari;
5) Neurochirurgia Università di Milano,
6) Puericultura Università di Genova,
7) Clinica ortopedica: Università di Milano

Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali
1) Analisi matematica (algebrica e infinitesimale) Università di Messina,
2) Geometria analitica con elementi di proiettiva e geometria descrittiva con disegno Università di Pisa,
3) Meccanica razionale con elementi di statica grafica e disegno Università di Catania,
4) Fisica sperimentale Università di Messina,
5) Chimica generale ed inorganica con elementi di organica Università di Camerino,
6) Ottica Università di Firenze

Facoltà di farmacia
1) Fisiologia generale: Università di Urbino

Facoltà di ingegneria
1) Architettura tecnica Università di Cagliari,
2) Elettrotecnica Università di Cagliari

Facoltà di architettura:
1) Elementi di composizione Istituto superiore di architettura di Venezia

Facoltà di agraria
1) Entomologia agraria Università di Bologna,
2) Estimo rurale e contabilità Università di Perugia,
3) Industrie agrarie Università di Sassari

Facoltà di medicina veterinaria
1) Anatomia degli animali domestici con istologia ed embriologia Università di Sassari,
2) Fisiologia generale e speciale degli animali domestici e chimica biologica Università di Sassari.

Art 2

Coloro che intendano partecipare ai concorsi predetti sono tenuti a farne domanda a questo Ministero (Direzione generale istruzione superiore Divisione 1ª) entro il 31 luglio 1958

Nella domanda da redigersi in carta legale da L 200, il candidato dovrà dichiarare, sotto la sua personale responsabilità

1) il nome, il cognome,
2) la data e il luogo di nascita,
3) di essere in possesso della cittadinanza italiana o di essere equiparato, a norma di legge, ai cittadini dello Stato, in quanto italiano appartenente a Provincie geograficamente italiane, ovvero in quanto la equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di apposito decreto,
4) il Comune ove è iscritto nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime,
5) di non aver riportato condanne penali, indicando, in caso contrario, quali condanne abbia riportato

Nella domanda dovrà essere indicato il preciso domicilio che il candidato elegge ai fini del concorso Ogni eventuale variazione del domicilio stesso dovrà essere tempestivamente comunicata

Le domande dovranno essere firmate dai candidati La firma sarà autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza del candidato Per gli impiegati statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale i candidati prestano servizio.

La domanda dovrà essere corredata:
1) di qualsiasi documento che sia ritenuto utile ai fini del concorso,
2) delle notizie sull'operosità scientifica e sulla carriera didattica in sei copie,
3) di un elenco in sei copie di tutti i documenti e pubblicazioni che si presentano per il concorso

I candidati che prendono parte a più concorsi dovranno presentare tante domande separate, facendo gli opportuni riferimenti

Entro il termine suindicato, del 31 luglio 1958, i candidati devono far pervenire le pubblicazioni allegandovi un elenco, in duplice copia, delle pubblicazioni medesime

I candidati che si trovino all'estero potranno essere ammessi al concorso qualora presentino la domanda entro il termine del 31 luglio 1958, salvo a presentare le pubblicazioni entro il 31 agosto 1958

Sui pacchi e sulle casse con cui vengono rimesse le pubblicazioni dovrà essere indicato il cognome e il nome del candidato e il concorso al quale essi si riferiscono

Sono accettati soltanto i lavori pubblicati, intendendosi per lavori pubblicati soltanto quelli per i quali gli stampatori abbiano adempiuto agli obblighi prescritti dall'art 1 del decreto legislativo luogotenenziale 31 agosto 1945, n 660

Le pubblicazioni devono presentarsi possibilmente in sei copie I candidati che prendono parte a più concorsi devono presentare nel proprio interesse, le pubblicazioni in adeguato numero di copie perchè possano essere rimesse a ciascun commissario

Non saranno ammessi al concorso coloro che faranno pervenire le domande dopo il termine del 31 luglio 1958 anche se le domande siano state presentate, in tempo utile, alle autorità locali o agli uffici postali e ferroviari, nè saranno accettate, dopo il termine del 31 luglio 1958, le pubblicazioni.

Il termine per la presentazione delle domande e delle pubblicazioni non verrà, in alcun caso, prorogato

Non è consentito far riferimento a documenti o pubblicazioni che siano stati presentati presso altre Amministrazioni.

Art 3

I candidati che risulteranno inclusi nelle terne dei vincitori dei concorsi banditi con il presente decreto riceveranno comunicazione diretta dal Ministero con lettera raccomandata.

Nel termine di giorni trenta dalla data di comunicazione dell'esito favorevole del concorso, i vincitori dovranno far pervenire a questo Ministero (Direzione generale istruzione superiore - Divisione 1ª, i seguenti documenti.

1) estratto dell'atto di nascita,
2) certificato comprovante che il vincitore è cittadino italiano Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani appartenenti alle Provincie geograficamente italiane e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di appositi decreti,
3) certificato generale rilasciato dal casellario giudiziario,
4) certificato medico da cui risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica ed è esente da difetti ed imperfezioni che possano comunque influire sul rendimento del servizio,
5) certificato di buona condotta rilasciato dal sindaco del Comune nel quale il vincitore ha avuto la residenza nell'ultimo triennio,
6) certificato da cui risulti che il vincitore gode dei diritti politici ovvero non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso.

I vincitori che hanno famiglia a carico dovranno inoltre, presentare la copia dello stato di famiglia rilasciata dalle competenti autorità anagrafiche

I documenti predetti dovranno essere tutti conformi alle leggi sul bollo quelli di cui ai numeri 2) 3), 4), 5) e 6) devono essere inoltre, di data non anteriore di oltre tre mesi rispetto alla data della comunicazione relativa all'esito del concorso.

Il vincitore che ricopra un posto di ruolo nell'Amministrazione dello Stato è dispensato dal presentare i documenti di cui ai numeri 2), 3), 5) e 6), deve, invece, presentare un certificato in carta bollata dell'autorità dalla quale dipende, attestante che egli trovasi in attività di servizio, oltre al certificato di nascita ed allo stato di famiglia, se coniugato.

Roma, addì 29 marzo 1958

Il Ministro: Moro

ALLEGATO *A*

Modello della domanda
(carta bollata da L 200)

Al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione superiore - Divisione 1ª ROMA.

Il sottoscritto . . . . nato a . . il . . residente in . . . via . n. . ., chiede di essere ammesso a partecipare al concorso per la cattedra di .

Ai sensi del decreto Presidenziale 24 giugno 1954, n. 368, il sottoscritto dichiara:

di essere cittadino italiano;

di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . . . (1),

di non aver riportato condanne penali . . (2)

Il sottoscritto dichiara, sotto la sua personale resposabilità, che quanto su affermato corrisponde a verità e si obbliga a comprovarlo mediante la presentazione dei prescritti documenti nei termini e con le modalità stabilite nel decreto con il quale sono stati banditi i concorsi a cattedre universitarie per l'anno 1958.

Il sottoscritto unisce alla presente domanda:

a) notizie, in sei copie, sull'operosità scientifica e sulla carriera didattica,

b) elenco, in sei copie, di tutti i documenti, ed elenco, in sei copie, delle pubblicazioni che, separatamente, vengono inviate al Ministero.

Roma, ...

Firma . . . . (3)
Indirizzo . . . . .

(1) Indicare eventualmente i motivi della mancata iscrizione o cancellazione

(2) Indicare eventualmente le condanne penali che siano state riportate

(3) La firma deve essere autenticata a norma dell'art. 2 del bando di concorso.

(1647)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Variazione alla composizione della Commissione giudicatrice del concorso a settanta posti di ispettore aggiunto di 3ª classe nel ruolo della carriera del personale di concetto dell'Ispettorato del lavoro, riservato a diplomati da Istitrito tecnico industriale, bandito con decreto Ministeriale 31 gennaio 1957.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3,

Visto il decreto Ministeriale 31 gennaio 1957, registrato alla Corte dei conti il 30 marzo 1957, registro n 1 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 340, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n 121 del 13 maggio 1957, con il quale è stato bandito un concorso per esami a settanta posti di ispettore aggiunto di 3ª classe nel ruolo della carriera del personale di concetto dell'Ispettorato del lavoro, riservato a diplomati da Istituto tecnico industriale,

Visto il decreto Ministeriale 20 luglio 1957, registrato alla Corte dei conti il 12 settembre 1957, registro n 3 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 243, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso predetto,

Considerato che il dott Alberto Micheletti, già direttore generale del personale e degli affari generali, presidente della Commissione giudicatrice, a seguito di passaggio ad altro incarico, non riveste più la particolare qualifica prevista dal bando per la presidenza della Commissione giudicatrice, e che occorre in conseguenza provvedere alla sua sostituzione,

Decreta:

Con effetto dalla data del presente decreto, il dott Valentini Marcello, direttore generale del personale e degli affari generali e chiamato a presiedere la Commissione giudicatrice del concorso a settanta posti di ispettore aggiunto di 3ª classe nel ruolo della carriera del personale di concetto dell'Ispettorato del lavoro, citato nelle premesse, in sostituzione del dottore Alberto Micheletti.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 15 ottobre 1957

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 13 gennaio 1958
Registro n. 5 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 341. — BARONE

(1568)

Integrazione della Commissione giudicatrice del concorso a venti posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in economia e commercio, bandito con decreto Ministeriale 20 gennaio 1956.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 30 marzo 1957, registro n 1 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 337, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n 106 del 24 aprile 1957, con il quale è stato bandito un concorso per esami a venti posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in scienze economiche e commerciali,

Ritenuto che occorre procedere all'integrazione della Commissione giudicatrice del concorso, costituita con decreto Ministeriale 27 luglio 1957, registrato alla Corte dei conti il 12 settembre 1957, registro n 3 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 245, nominando i membri aggiuntivi per la prova orale di lingua estera, ai sensi dell'art 14 del bando,

Considerato che nessuno dei candidati ammessi alla prova orale nel concorso sopra citato ha scelto il tedesco come prova obbligatoria di lingua estera,

Vista la designazione effettuata dall'Università degli studi di Roma,

Decreta:

Alla Commissione giudicatrice del concorso a venti posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in scienze economiche e commerciali, sono aggiunti i seguenti membri per la prova orale di lingue estere prevista dal programma di esami:

Puccio prof Guido, per la lingua inglese,
Mormile prof Mario, per la lingua francese

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione

Roma, addì 25 gennaio 1958

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1958
Registro n 1 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 257. — BARONE

(1566)

Integrazione della Commissione giudicatrice del concorso a sei posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in scienze agrarie, bandito con decreto Ministeriale 20 dicembre 1956.

IL MINISTRO PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti il 30 marzo 1957, registro n 1 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 339, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n 120 dell'11 maggio 1957, con il quale è stato bandito un concorso per esami a sei posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in scienze agrarie,

Ritenuto che occorre procedere all'integrazione della Commissione giudicatrice del concorso, costituita con il decreto Ministeriale 10 luglio 1957, registrato alla Corte dei conti il 12 settembre 1957, registro n 3 Lavoro e previdenza sociale foglio n 241, nominando i membri aggiuntivi per la prova orale di lingua estera, ai sensi dell'art 14 del bando,

Vista la designazione effettuata dall'Università degli studi di Roma;

Decreta:

Alla Commissione giudicatrice del concorso a sei posti di ispettore di 2ª classe nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, riservato a laureati in scienze agrarie, sono aggiunti i seguenti membri per la prova orale di lingue estere prevista dal programma di esami

Puccio prof Guido, per la lingua inglese,
Rossi prof Mario, per la lingua tedesca,
Mormile prof Mario, per la lingua francese.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione

Roma, addì 14 dicembre 1957

Il Ministro. GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 febbraio 1958
Registro n. 1 Lavoro e previdenza sociale, foglio n 107. — BARONE

(1567)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Sostituzione di un membro della Commissione d'esame del concorso a quarantuno posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del Genio aeronautico, ruolo ingegneri.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto Ministeriale in data 9 marzo 1957, con il quale è indetto un concorso per titoli e per esami a quarantuno posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del Genio aeronautico, ruolo ingegneri (registrato alla Corte dei conti addì 28 marzo 1957, registro n. 28 Difesa-Aeronautica, foglio n. 270),

Visto il decreto Ministeriale in data 10 giugno 1957, con il quale è stato prorogato al 31 agosto 1957 il termine di presentazione delle domande di ammissione al concorso di cui sopra (registrato alla Corte dei conti addì 14 agosto 1957, registro n 5 Difesa-Aeronautica, foglio n 341);

Visto il decreto Ministeriale in data 1° dicembre 1957, con il quale è stata nominata la Commissione incaricata di procedere agli esami di concorso (registrato alla Corte dei conti addì 27 dicembre 1957, registro n. 16 Difesa-Aeronautica, foglio n 146),

Decreta:

Il tenente colonnello G A r i in s p e Montalto Martino, impossibilitato per ragioni di servizio a disimpegnare le funzioni di membro della Commissione d'esami del concorso in preambolo, è sostituito dal maggiore G A r i. in s p e Rosini Ezio.

Al predetto verranno corrisposti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n 5.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione

Roma, addì 4 gennaio 1958

Il Ministro: TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 marzo 1958
Registro n 22 Difesa-Aeronautica, foglio n 252. — RAPISARDA

(1551)

PREFETTURA DI PIACENZA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza al 30 novembre 1956.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PIACENZA

Visto il proprio precedente decreto n 40239 in data 6 dicembre 1956, con il quale venne indetto pubblico concorso per la copertura di condotte mediche vacanti in provincia di Piacenza al 30 novembre 1956,

Ritenuto doversi provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice del concorso predetto,

Visto l'art 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n 854,

Visto l'art. 44 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni,

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento delle condotte mediche vacanti nella provincia di Piacenza alla data del 30 novembre 1956, è costituita come appresso:

Presidente:
Natta dott Camillo, vice prefetto.

Componenti:
Raffo dott. Stefano, medico provinciale;
Rettanni prof. Giuseppe, primario medico dell'Ospedale civile di Piacenza,
Vaccari prof. Federico, primario chirurgo dell Ospedale civile di Piacenza, scelto su terna dell'Ordine dei medici di Piacenza,
Contini dott. Albino, medico condotto, scelto su terna dei Comuni interessati.

Le funzioni di segretario della predetta Commissione giudicatrice saranno disimpegnate dal dott Mario Caltabiano, consigliere di 3ª classe

La Commissione giudicatrice inizierà i lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede in Piacenza

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all albo della Prefettura.

Piacenza, addì 20 marzo 1958

Il prefetto GIURA

(1536)

PREFETTURA DI CHIETI

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Chieti.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CHIETI

Visto il proprio decreto n 10592 in data 21 marzo 1957, con il quale è stato indetto un pubblico concorso per condotte veterinarie vacanti in questa Provincia,

Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n 1265, modificato dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1935, n 854, e 47 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall art 13 del citato decreto del Presidente della Repubblica,

Ritenuta, pertanto, la necessità di procedere alla costituzione dell'apposita Commissione giudicatrice;

Viste le designazioni a tal fine formulate dalle Amministrazioni interessate e dall Ordine provinciale dei veterinari;

Decreta:

E' costituita la Commissione giudicatrice del concorso per condotte veterinarie, indetto con il decreto richiamato nella premessa.

Sono chiamati a far parte del Collegio i signori:

Presidente
Di Caprio dott. Michele, vice prefetto vicario.

Componenti.
Travaglini dott Nicola, veterinario provinciale;
Romboli prof Bruno, docente in patologia generale e anatomia patologica;
Bianchi prof. Carlo, docente in clinica medica veterinaria,
Falcucci dott Nino, veterinario condotto

Il dott Fausto Meloni, consigliere di 2ª classe presso la prefettura di Chieti, è incaricato di esercitare le funzioni di segretario della Commissione

Le prove di esame avranno luogo in Chieti non prima di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana

Il provvedimento sarà, altresì, pubblicato all albo pretorio di questa Prefettura.

Chieti, addì 21 marzo 1958

Il prefetto. BENIGNI

(1603)

PREFETTURA DI REGGIO EMILIA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Reggio Emilia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il decreto prefettizio n. 42841 in data 30 dicembre 1956, con cui è stato bandito il pubblico concorso per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1956;

Visto il successivo decreto prefettizio n. 43915 in data 3 febbraio 1958, con cui, in relazione all'avvenuta soppressione, debitamente approvata dall'organo tutorio, della seconda condotta medica del comune di Ciano d'Enza, veniva esclusa detta condotta dall'elenco delle condotte messe a concorso con il decreto prefettizio sopracitato,

Visti i verbali relativi ai lavori espletati dalla Commissione giudicatrice costituita con decreto prefettizio n 42841, in data 11 maggio 1957 e modificata con decrèto prefettizio n. 41463 in data 2 ottobre 1957 e riconosciuta la regolarità del procedimento;

Vista la graduatoria degli idonei formulata dalla Commissione suddetta a conclusione dei propri lavori,

Visto l'art. 55 del regolamento per lo svolgimento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n 281,

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso di cui alle premesse:

1 Colla dott Luigi . . . punti 55,962
2. Ferrari dott Franco . . . . . » 53,569
3. Fantuzzi dott Eros . . . » 53,462
4 Corradini dott Luigi di Ercole . . . » 52,413
5 Leri dott Giovanni . . . . . » 51,002
6 Zocchia dott Giuseppe . . . . . » 50,767
7. Magnanini dott Danilo . . . . » 50,347
8 Paderna dott Angelo . . . . . » 49,788
9. Turina dott Giovanni . . . . . » 49,571
10. Azzali dott Renzo . . . . » 48,896
11 Conconi dott Luigi . . . . » 48,824
12 Russo dott Giorgio . . . . » 48,533
13. Paglia dott Gino . . . . » 48,487
14 Ferretti dott Pietro . . . . » 48,258
15 Annoni dott Bruno . . . . » 48,216
16 Gherpelli dott Alessandro . . . . . » 48,136
17. La Bella dott Guido . . . . . » 48,124
18 Luppi dott Ugo . . . . . » 47,464
19 Negri dott Ernestino . . . . » 47,253
20. Iori dott Enzo . . . . . . » 47,030
21. Salvioli Mariani dott Massimiliano . . . » 46,917
22 Cremaschi dott Renzo . . . . . » 46,704
23 Pifferi dott Benito . . . . . » 46,342
24 Tolomelli dott Paolo . . . . » 46,154
25 Ugolotti dott Ercole . . . . . » 45,988
26 Baroni dott. Sergio . . . . » 45,442
27 Prati dott Livio . . . . » 45,206
28 Nizzoli dott Adriano . . . . » 44,935
29 Musatti dott Ermes . . . . » 44,827
30. Farioli dott. William . . . . » 44,213
31. Amanduzzi dott Elio . . . . . punti 44,066
32 Azzolini dott Riccardo . . . . . » 44,000
33. Bondi dott Antonio . . . . . . » 43,691
34. Serrato dott Antonio . . . . » 43,376
35 Lombardo dott Vincenzino . . . . » 42,752
36 Ottavio dott Nicola . . . . . » 41,966
37. Piccinini dott. Pietro . . . . . . » 40,323
38. Mancini dott. Claudio . . . . . » 40,154
39 Montani dott. Luigi . . . . . » 39,833
40 Ceresini dott Emilio . . . . . . » 39 055
41 Beer dott Eugenio . . . . » 38,990
42. Villano dott Carlo . . . . » 38,960
43. Pierantoni dott Dario . . . . . . » 38,712
44. Corradi dott Luciano . . . . . . » 38,692
45. Boccazzi dott Bruno . . . . . . » 37,844

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e dei comuni di Bibbiano, Brescello, San Polo d'Enza, Vezzano sul Crostolo e Villa Minozzo.

Reggio Emilia, addì 8 marzo 1958

Il prefetto CAMERA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il decreto prefettizio n 9446 in data odierna, con il quale e stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso a posti di medico condotto vacanti in questa Provincia al 30 novembre 1956,

Viste le domande dei candidati dichiarati idonei, secondo l'ordine risultante dalla graduatoria predetta e preso atto delle preferenze indicate dai medesimi circa le sedi messe a concorso,

Visto l'art 55 del regolamento per lo svolgimento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n 281;

Decreta:

I sottoelencati candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui in premessa per la sede a fianco di ciascuno di essi indicato:

1) Colla dott Luigi: Brescello (condotta del capoluogo);
2) Ferrari dott Franco: San Polo d'Enza (condotta unica),
3) Fantuzzi dott. Eros Vezzano sul Crostolo, (condotta unica),
4) Corradini dott Luigi di Ercole: Bibbiano (condotta di Barco);
5) Leri dott Giovanni: Villa Minozzo (condotta di Sologno).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e per otto giorni consecutivi, all'albo della prefettura e dei Comuni interessati.

Reggio Emilia, addì 8 marzo 1958

Il prefetto CAMERA

(1396)

MOLA FELICE *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.